

PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

# Le Communisme en France ET L'INTERNATIONALE

---

(THÈSE ET DISCOURS)

PAR  
LÉON TROTSKY



PARIS  
LIBRAIRIE de "L'HUMANITÉ"

142, rue Montmartre, 142

1922

PRIX : 1 Fr. 25

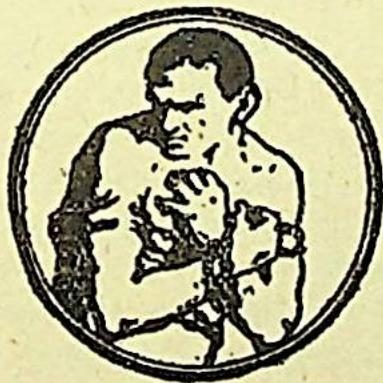
PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

# Le Communisme en France ET L'INTERNATIONALE

---

(THÈSE ET DISCOURS)

PAR  
LÉON TROTSKY



— PARIS —  
LIBRAIRIE de "L'HUMANITÉ"

142, rue Montmartre, 142

— 1922 —

Nous réunissons dans cette brochure :

1° La *thèse* rédigée par Léon TROTSKY en vue de la dernière session du Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste (Moscou, 24 février-4 mars 1922).

2° Les deux discours prononcés par TROTSKY au cours de la dite session, l'un sur les problèmes actuels du Communisme français, l'autre sur la question du front prolétarien unique.

Nous avons mis en appendice trois documents ayant trait à la question du front unique.

# Le Communisme en France ET L'INTERNATIONALE

---

---

## THÈSE PRÉPARATOIRE (1)

---

### I. — Considérations générales sur le front unique

1. — Le but du Parti Communiste consiste à diriger la révolution prolétarienne. Afin d'amener le prolétariat à la conquête directe du pouvoir et d'effectuer cette conquête, le Parti Communiste doit s'appuyer sur la majorité écrasante de la classe ouvrière.

Tant qu'il n'a pas cette majorité, il doit lutter pour s'en emparer.

Il ne peut l'atteindre que s'il constitue une organisation tout à fait indépendante pourvue d'un programme clair et d'une discipline intérieure très sévère. C'est pourquoi il a dû se séparer idéologiquement, ainsi que dans son organisation, des réformistes et des centristes qui n'aspirent pas à la révolution prolétarienne, ne savent ni ne veulent y préparer les masses et s'opposent à ce travail par toute leur conduite. Ceux des membres du Parti Communiste qui déplorent la scission au nom de l'unité des forces et de l'unité du front ouvrier montrent, par cela même, qu'ils ne comprennent même pas l'a b c du communisme et qu'ils n'appartiennent au Parti Communiste que par suite de circonstances fortuites.

---

(1) Cette thèse, rédigée par Trotsky, en vue de la conférence de l'Exécutif élargi, a paru dans la *Correspondance Internationale* de Berlin, des 15 et 18 mars 1922 et dans le *Bulletin Communiste* de Paris, des 30 mars et 6 avril 1922.

2. — Le Parti Communiste, s'étant assuré une indépendance complète par l'unité idéologique de ses membres, lutte pour étendre son influence sur la majorité de la classe ouvrière. Cette lutte peut être plus ou moins lente ou rapide, suivant les circonstances et la conformité plus ou moins grande de la tactique au but.

Mais il est tout à fait évident que la lutte de classe du prolétariat ne cesse pas dans cette période de préparation à la révolution.

Les conflits entre la classe ouvrière et les patrons, la bourgeoisie ou l'Etat, surgissent et se développent sans cesse par l'initiative de l'une ou de l'autre des parties.

Dans ces conflits, pour autant qu'ils embrassent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière ou de sa majorité ou bien d'une partie quelconque de cette classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité des actions, de l'unité dans la défensive contre l'attaque du capital ainsi que de l'unité dans l'offensive contre celui-ci. Le parti qui contrecarre mécaniquement ces aspirations de la classe ouvrière à l'unité d'action sera irrévocablement condamné par la conscience ouvrière.

Ainsi donc, la question du front unique, tant par son origine que par son essence n'est pas du tout une question de relations entre les fractions parlementaires communiste et socialiste, entre les comités centraux d'un parti et de l'autre, entre l'*Humanité* et le *Populaire*. Le problème du front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le Capital malgré la division, fatale à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière.

Pour ceux qui ne le comprennent pas, le Parti n'est qu'une association de propagande et non pas une organisation d'action de masse.

3. — Dans les cas où le Parti Communiste ne représente encore qu'une minorité numériquement insignifiante, la question de son attitude à l'égard du front

de la lutte de classe n'a pas une importance décisive. Dans ces conditions, les actions de masse seront dirigées par les anciennes organisations, qui, en vertu de leurs traditions encore puissantes, continuent à jouer le rôle décisif. D'autre part, le problème du front unique ne se pose pas dans les pays tels, par exemple, que la Bulgarie, où le Parti Communiste apparaît comme l'unique organisation dirigeant la lutte des masses laborieuses. Mais là où le Parti Communiste constitue une grande force politique sans avoir encore une valeur décisive, là où il embrasse soit le quart, soit le tiers de l'avant-garde prolétarienne, la question du front unique se pose dans toute son acuité.

S'il embrasse le tiers ou la moitié de l'avant-garde du prolétariat, il s'ensuit que l'autre moitié ou les deux autres tiers font partie des organisations réformistes ou centristes. Mais il est tout à fait évident que les ouvriers qui soutiennent encore les réformistes et les centristes sont tout aussi intéressés que les communistes à la défense de meilleures conditions d'existence matérielle et de plus grandes possibilités de lutte. Il est donc nécessaire d'appliquer notre tactique de telle manière que le Parti Communiste, qui incarne l'avenir de la classe ouvrière entière, n'apparaisse pas aujourd'hui — et surtout ne soit pas en fait — un obstacle à la lutte quotidienne du prolétariat.

Le Parti Communiste doit faire plus que cela : il doit prendre l'initiative d'assurer l'unité de cette lutte quotidienne. C'est uniquement ainsi qu'il se rapprochera des deux autres tiers, lesquels ne marchent pas encore avec lui et n'ont pas encore confiance en lui, parce qu'ils ne le comprennent pas. Ce n'est que par ce moyen qu'il en fera la conquête.

4. — Si le Parti Communiste n'avait pas réalisé la rupture radicale et décisive avec les social-démocrates, il ne serait jamais devenu le parti de la révolution prolétarienne. Il n'aurait pu faire le premier pas sérieux dans la voie de la révolution. Il serait resté

pour toujours une soupape de sûreté parlementaire de l'Etat bourgeois.

Ne pas le comprendre, c'est ignorer la première lettre de l'alphabet du communisme.

Si le Parti Communiste ne cherchait pas à trouver les voies d'organisation susceptibles de rendre possibles, à chaque moment donné, des actions communes concertées entre les masses ouvrières communistes et non-communistes (social-démocrates compris), il prouverait par cela même son incapacité de conquérir la majorité de la classe ouvrière par des actions de masse. Il dégènerait en une société de propagande communiste, et ne se développerait jamais en parti de conquête du pouvoir.

Ce n'est pas assez d'avoir un glaive, il faut l'aiguiser; ce n'est pas assez de l'aiguiser, il faut savoir s'en servir.

Ce n'est pas assez de séparer les communistes des réformistes et de les lier par la discipline de l'organisation; il est nécessaire que l'organisation apprenne à diriger toutes les actions collectives du prolétariat dans toutes les circonstances de sa lutte vitale.

Telle est la seconde lettre de l'alphabet communiste.

5. — L'unité du front s'étend-elle seulement aux masses ouvrières ou comprend-elle aussi les chefs opportunistes?

Cette question ne résulte que d'un malentendu.

Si nous avons pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, ou sur nos mots d'ordre courants, en négligeant les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait, certes, la meilleure des choses. Mais alors la question du front unique ne se poserait même pas dans sa forme actuelle.

La question du front unique se pose par cela même que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. Leur expérience actuelle n'est pas encore suffisante pour les en faire sortir et les amener à nous.

Il est possible qu'au lendemain des actions de masse qui sont à l'ordre du jour, un grand changement survienne sur ce point. C'est justement ce que nous voulons. Mais nous n'en sommes pas encore là. Les travailleurs organisés sont encore divisés en trois groupes. L'un de ces groupes, le groupe communiste, tend à la révolution sociale et, précisément pour cette raison, soutient tout mouvement, même partiel, des travailleurs contre les exploiters et contre l'Etat bourgeois.

Un autre groupe, le groupe réformiste, tend à la paix avec la bourgeoisie. Mais pour ne pas perdre son influence sur les ouvriers, il est forcé, contre la volonté profonde de ses chefs, de soutenir les mouvements partiels des exploités contre les exploiters.

Enfin, le troisième groupe, centriste, oscille entre les deux autres, n'ayant pas de valeur propre. Ainsi les circonstances rendent tout à fait possibles, dans toute une série de questions vitales, les actions communes des ouvriers unis dans ces trois sortes d'organisations, ainsi que des masses inorganisées qui les soutiennent.

Non seulement les communistes ne doivent pas s'opposer à ces actions communes, mais au contraire, ils doivent en prendre l'initiative justement parce que plus les masses attirées dans le mouvement sont grandes, plus haute, plus sûre d'elle-même devient la conscience de leur force et plus les masses deviennent capables d'aller de l'avant, si modestes qu'aient été les mots d'ordre initiaux de la lutte. Cela veut aussi dire que l'extension du mouvement aux masses en accroît le caractère révolutionnaire et crée des conditions plus favorables aux mots d'ordre, aux méthodes de lutte et en général à la direction du Parti Communiste.

Les réformistes ont peur de l'élan potentiel révolutionnaire du mouvement des masses; la tribune parlementaire, les bureaux des syndicats, les cours arbitrales, les antichambres des ministères, sont leurs arènes favorites.

Nous sommes, au contraire, intéressés, en dehors de toutes autres considérations, à faire sortir les réformistes de leurs abris et à les situer à nos côtés sur le front des masses en lutte. Avec une bonne tactique, ce ne peut être qu'à notre avantage.

Le communiste qui en doute ou qui en a peur ressemble à un nageur, qui aurait approuvé des thèses sur le meilleur moyen de nager, mais ne se risquerait pas à se jeter à l'eau.

6. — L'unité de front suppose donc de notre part la décision de faire concerter pratiquement nos actions, dans de certaines limites et dans des questions données, avec les organisations réformistes pour autant que celles-ci représentent encore aujourd'hui la volonté de fractions importantes du prolétariat en lutte.

Mais nous nous sommes séparés des organisations réformistes?

— Oui, parce que nous sommes en désaccord avec elles sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier.

Et pourtant, nous recherchons un accord avec elles?

— Oui, chaque fois que la masse qui les suit est prête à agir de concert avec la masse qui nous suit, et chaque fois que les réformistes sont plus ou moins forcés à se faire l'instrument de cette action.

Mais ils diront qu'après nous être séparés d'eux, nous avons besoin d'eux?

— Oui, leurs phraseurs le pourront dire. Et quelques-uns parmi nous peuvent s'en effrayer. Quant aux grandes masses ouvrières, même celles qui ne nous suivent pas et qui ne comprennent pas nos buts, mais qui voient exister parallèlement deux ou trois organisations ouvrières — ces masses tireront de notre conduite cette déduction que, malgré les divisions, nous tendons de toutes nos forces à faciliter aux masses l'unité d'action.

7. — La politique du front unique, pourtant, ne contient pas de garanties pour une unité de fait, dans toutes les actions. Au contraire, dans nombre de cas,

dans la plupart peut-être, l'accord des différentes organisations ne s'accomplira qu'à moitié ou ne s'accomplira pas du tout. Mais il est nécessaire que les masses en lutte puissent toujours se convaincre que l'unité d'action a échoué, non pas à cause de notre intransigeance formelle, mais faute d'une véritable volonté de lutte chez les réformistes.

En concluant des accords avec d'autres organisations, nous nous imposons sans doute une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions des masses, nous nous réservons le droit de soutenir l'action jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, à titre d'organisation indépendante.

Un renouvellement acharné des luttes entre nous et les réformistes pourra en résulter. Mais ce ne sera plus une simple répétition des mêmes idées dans un cercle fermé, cela signifiera — si notre tactique est bonne — un élargissement de notre influence dans de nouveaux milieux prolétariens.

8. — Voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes ne peut être que le point de vue d'un journaliste qui croit s'éloigner du réformiste, quand il le critique sans sortir de sa salle de rédaction et qui a peur de l'affronter devant les masses ouvrières, peur de donner à celles-ci la possibilité de comparer le communiste et le réformiste dans les conditions égales de l'action des masses. De fait, sous cette crainte, que l'on prétend révolutionnaire, du « rapprochement » se dissimule au fond une passivité politique qui tend à conserver un état de choses dans lequel les communistes comme les réformistes ont chacun leur cercle d'influence, leurs auditoires, leur presse, et dans lequel cela suffit à donner aux uns et aux autres l'illusion d'une lutte politique sérieuse.

9. — Nous avons rompu avec les réformistes et les centristes pour avoir la liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouve-

ment ouvrier. Tout accord qui limiterait notre liberté de critique et d'agitation serait donc inacceptable pour nous. Nous participons au front unique, mais ne pouvons en aucun cas nous y dissoudre. Nous y opérons comme une division indépendante.

C'est justement dans l'action que les grandes masses doivent se convaincre que nous luttons mieux que d'autres, que nous voyons plus clair, que nous sommes plus courageux et plus décidés. Nous rapprochons ainsi l'heure du front unique révolutionnaire, sous la direction indiscutée des communistes.

## II. — Les groupements dans le mouvement ouvrier français

10. — Si nous voulons examiner la question du front unique relativement à la France sans nous départir des thèses formulées plus haut, — thèses qui ressortent de toute la politique de l'Internationale Communiste, — nous devons nous demander si nous avons en France une situation telle que les communistes y représentent, au point de vue des actions pratiques, une « quantité négligeable » ou bien, au contraire, s'ils groupent la majorité des ouvriers organisés, ou encore s'ils ont une position moyenne, c'est-à-dire s'ils sont assez forts pour que leur participation au mouvement de masse ait une grande valeur, mais pas assez forts pour en concentrer dans leurs mains la direction indiscutée. Et il est tout à fait certain que nous sommes en France en présence du troisième cas.

11. — Dans le domaine politique, la prépondérance des communistes sur les réformistes est indiscutable. L'organisation et la presse communistes sont incomparablement plus fortes, plus riches, plus vivifiantes, que l'organisation et la presse des prétendus « socialistes ».

Mais cette prépondérance indiscutable est loin de suffire à assurer au Parti Communiste français la di-

rection complète, indiscutable du prolétariat français, du fait de la puissance des tendances anti-politiques et des préjugés influençant principalement les syndicats ouvriers.

12. — La plus grande particularité du mouvement ouvrier français, c'est que les syndicats ouvriers ont longtemps été l'enveloppe sous laquelle se cachait un parti politique anti-parlementaire, d'une forme spéciale, connu sous le nom de syndicalisme.

Les syndicalistes révolutionnaires peuvent en effet se séparer tant qu'ils voudront de la politique et du Parti; ils ne pourront jamais nier qu'ils constituent eux-mêmes un parti politique, aspirant à s'appuyer sur les organisations économiques de la classe ouvrière. Ce parti a de bonnes tendances révolutionnaires prolétariennes. Mais il a aussi des caractères négatifs; il manque d'un programme précis et d'une organisation définie.

La question se complique du fait que les syndicalistes, comme tous les autres groupements de la classe ouvrière, se sont divisés après la guerre, en réformistes soutenant la société bourgeoise et forcés de travailler la main dans la main avec les réformistes parlementaires, et en révolutionnaires cherchant à détruire la société bourgeoise, et, par cela même, passés dans la personne de leurs meilleurs éléments, du côté du communisme.

Et la tendance au maintien de l'unité de front a justement inspiré non seulement aux communistes, mais aussi aux syndicalistes révolutionnaires, la meilleure tactique dans la lutte pour l'unité de l'organisation syndicale du prolétariat français. Au contraire, Jouhaux, Merrheim et *tutti quanti* sont entrés dans la voie de la scission, mus par un instinct de banqueroutiers qui sentent qu'ils ne pourront soutenir devant la masse ouvrière la concurrence des révolutionnaires dans l'action. La lutte, d'une importance colossale, qui se déroule aujourd'hui dans tout le mouvement syndical français, entre les réformistes et les révolution-

naires, se présente à la fois comme une lutte pour l'unité de l'organisation syndicale et pour l'unité du front syndical.

### III. — Mouvement syndical et front unique

13. — Le communisme français se trouve, en ce qui concerne l'idée du front unique, dans une situation exceptionnellement favorable. Le communisme français a réussi à conquérir, dans les cadres de l'organisation politique, la majorité du vieux Parti Socialiste; après quoi, les opportunistes ont ajouté à toutes leurs autres qualités politiques celle de briseurs d'organisation. Notre Parti français a souligné ce fait en qualifiant l'organisation socialiste-réformiste, de *dissidente*: ce seul mot met en évidence le fait que ce sont les réformistes qui ont détruit l'unité d'action et d'organisation politique.

14. — Dans le domaine syndical, les éléments révolutionnaires, et les communistes avant tout, ne doivent pas dissimuler à leurs propres yeux, comme aux yeux de leurs ennemis, toute la profondeur des différences de vue entre Moscou et Amsterdam, différences qui ne sont nullement le fait de simples courants d'opinions dans le mouvement ouvrier, mais qui sont le reflet de l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mais les éléments révolutionnaires, c'est-à-dire, avant tout, les éléments communistes conscients, n'ont jamais préconisé la sortie des syndicats ou bien la scission de l'organisation syndicale. Ce mot d'ordre caractérise les groupements sectaires des localistes du K. A. P. D. (1), certains groupes « libertaires » en France, qui n'ont jamais eu d'influence dans les masses populaires, qui n'ont ni l'espoir, ni le désir de conquérir cette influence, mais qui se confinent dans de

---

(1) Parti communiste ouvrier d'Allemagne, opposé au V. K. P. D. (Parti communiste d'Allemagne) qui, seul, reste aujourd'hui affilié à l'Internationale.

petites paroisses bien définies. Les éléments vraiment révolutionnaires du syndicalisme français ont senti instinctivement qu'on ne peut conquérir la classe ouvrière dans le mouvement syndical qu'en opposant le point de vue révolutionnaire et les méthodes révolutionnaires au point de vue et aux méthodes des réformistes dans le domaine de l'action de masse, tout en défendant en même temps avec la plus grande énergie l'unité de cette action.

15. — Le système des noyaux dans l'organisation syndicale, qui a été adopté par les révolutionnaires, ne représentait que la forme de lutte la plus naturelle pour l'influence idéologique et pour l'unité de front applicable sans détruire l'unité de l'organisation.

16. — Semblables aux réformistes du Parti socialiste, les réformistes du mouvement syndical ont pris sur eux l'initiative de la rupture. Mais, justement, l'expérience du Parti socialiste leur a suggéré que le temps travaille en faveur du communisme et qu'on peut contrecarrer l'influence de l'expérience et du temps en hâtant la rupture. Nous voyons, de la part des dirigeants de la C. G. T., tout un système de mesures tendant à désorganiser la gauche, à la priver des droits que lui confèrent les statuts des syndicats et, enfin, à l'exclure — contrairement aux statuts et aux usages — de toute organisation syndicale.

D'autre part, nous voyons la gauche révolutionnaire défendant son droit dans le domaine des formes démocratiques de l'organisation ouvrière et s'opposant à la scission dictée par les dirigeants confédéraux au moyen de l'appel aux masses en faveur de l'unité syndicale.

17. — Tout ouvrier conscient doit savoir que lorsque les communistes ne formaient que la sixième partie ou le tiers du Parti socialiste, ils ne pensaient nullement à la scission, fermement convaincus que la majorité du Parti ne tarderait pas à les suivre. Lorsque les réformistes furent réduits à un tiers, ils firent la

scission, n'ayant aucune espérance de conquérir la majorité dans l'avant-garde prolétarienne.

Tout ouvrier conscient doit savoir que, lorsque les éléments révolutionnaires se sont trouvés devant le problème syndical, ils l'ont résolu, à l'époque où ils ne formaient qu'une infime minorité, dans le sens du travail au sein des organisations communes, certains que l'expérience de l'époque révolutionnaire pousserait rapidement la majorité des syndiqués à l'adoption du programme révolutionnaire. Lorsque les réformistes ont vu croître l'opposition révolutionnaire dans les syndicats, ils ont immédiatement eu recours aux mesures d'exclusion et à la scission, parce qu'ils n'avaient aucun espoir de reconquérir le terrain perdu.

De là, plusieurs déductions de la plus grande importance :

1° Les différends existant entre nous et les réformistes reflètent, dans leur essence, l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat;

2° La démocratie mensongère des ennemis de la dictature prolétarienne se démasque complètement; car ils ne sont pas disposés à admettre les méthodes de la démocratie ouvrière; non seulement dans les cadres de l'Etat, mais aussi dans le cadre de l'organisation ouvrière; lorsque cette démocratie se retourne contre eux, ils s'en séparent, comme les dissidents du Parti, ou excluent leurs adversaires — comme MM. Jouhaux, Dumoulin et Cie. — Il serait, en effet, absurde de croire que la bourgeoisie consentira jamais à achever la lutte avec le prolétariat dans le cadre de la démocratie si les agents de la bourgeoisie, dans l'organisation syndicale et politique, ne consentent pas à solutionner les questions du mouvement ouvrier sur le terrain de la démocratie ouvrière, dont ils acceptent ostensiblement les règles.

18. — La lutte pour l'unité de l'organisation et de l'action syndicale reste dorénavant un des problèmes les plus importants qui se posent au Parti Communiste. Il s'agit non seulement de réunir un nombre de

plus en plus grand d'ouvriers sur le programme et la tactique communistes : il s'agit encore, pour le Parti Communiste, de chercher à cette fin, par son action et par celle des communistes syndiqués, à réduire au minimum, dans chaque situation appropriée, les obstacles que la scission dresse devant le mouvement ouvrier. — Si la scission de la C. G. T. s'aggravait prochainement, malgré tous nos efforts pour refaire l'unité, cela ne signifierait aucunement que la C. G. T. Unitaire, comprenant la moitié ou plus de la moitié du total des syndiqués, doit continuer son travail en ignorant l'existence de la C. G. T. réformiste. Une semblable attitude empêcherait considérablement — si elle ne l'excluait totalement — la possibilité d'une action commune du prolétariat et faciliterait considérablement à la C. G. T. réformiste le rôle d'Union Civique bourgeoise qu'elle voudrait jouer au cours des grèves, des manifestations, etc.; elle lui permettrait de pousser la C. G. T. unitaire à des actions inopportunes dont cette dernière subirait entièrement les conséquences. Il est tout à fait évident que toutes les fois que le permettront les circonstances, la C. G. T. Unitaire, jugeant nécessaire une campagne quelconque, adressera ouvertement à la C. G. T. réformiste des propositions concrètes et lui proposera un plan d'actions communes. Et la C. G. T. U. ne manquera pas d'exercer sur l'organisation réformiste la pression de l'opinion ouvrière et de démasquer devant cette opinion publique ses dérobades et ses hésitations.

Ainsi, même au cas où la scission syndicale s'aggraverait, les méthodes de lutte pour le front unique conserveraient toute leur valeur.

19. — On peut donc constater que, dans le domaine le plus important du mouvement ouvrier — le domaine syndical — le programme d'unité d'action ne nécessite qu'une application plus suivie, plus persévérante et plus ferme des mots d'ordre, sous lesquels a été menée jusqu'ici notre lutte contre Jouhaux et Cie.

#### IV. — La lutte politique et l'unité de front

20. — Dans le domaine politique, une différence importante nous frappe, dès l'abord, du fait que la suprématie du Parti Communiste sur le Parti Socialiste, tant en matière d'organisation qu'en matière de presse, se trouve considérable. On peut supposer que le Parti Communiste est, comme tel, capable d'assurer l'unité du front politique et qu'il n'a donc pas de raisons d'adresser à l'organisation dissidente des propositions quelconques d'actions concrètes. La question ainsi posée en se basant sur l'appréciation du rapport des forces, n'a rien de commun avec le verbalisme révolutionnaire et mérite d'être examinée.

21. — Si on considère que le Parti Communiste compte environ 130.000 membres, tandis que le Parti socialiste n'en a que 30.000, le succès énorme de l'idée communiste en France devient évident. Mais si on compare ces chiffres à l'effectif global de la classe ouvrière, si on tient compte de l'existence des syndicats ouvriers réformistes, ainsi que des tendances anti-communistes existantes dans les syndicats révolutionnaires, la question de l'hégémonie du Parti Communiste dans le mouvement ouvrier se présente à nous comme un problème extrêmement ardu qui est loin d'être résolu par notre prépondérance numérique sur les dissidents. Ces derniers peuvent, dans certaines circonstances, être, à l'intérieur même de la classe ouvrière, un facteur contre-révolutionnaire beaucoup plus important qu'il ne paraît, si nous ne les jugeons que par la faiblesse de leur organisation, du tirage et du contenu idéologique du *Populaire*.

22. — Pour apprécier la situation il convient de se rendre compte, bien clairement, de la manière dont elle s'est produite. La transformation de la majorité de l'ancien Parti Socialiste en Parti Communiste a été le résultat du mécontentement et de la révolte que la

guerre a fait naître dans tous les pays d'Europe. L'exemple de la révolution russe et les mots d'ordre de la III<sup>e</sup> Internationale paraissaient indiquer la voie à suivre. Cependant, la bourgeoisie s'est maintenue pendant les années 1919-1920 et a, par différents moyens, rétabli sur les bases d'après-guerre un quasi-équilibre, miné cependant par des contradictions terribles et qui évolue vers une grandiose catastrophe, bien que conservant aujourd'hui et pour la période la plus prochaine une certaine stabilité. La révolution russe n'a pu remplir ses tâches socialistes que lentement, par un effort maximum de toutes ses forces, en surmontant les difficultés les plus grandes et les obstacles suscités par l'impérialisme mondial. Il en est résulté que le premier flux des tendances révolutionnaires sans formes précises et sans esprit critique a été suivi d'un reflux inévitable. Sous le drapeau du communisme, il n'est resté que la partie la plus courageuse, la plus décidée et la plus jeune de la classe ouvrière.

Cela ne signifie certes pas que les grandes masses de la classe ouvrière, désappointées dans leurs espoirs de révolution immédiate et de changements radicaux, soient complètement revenues aux anciennes positions d'avant-guerre. Non. Leur mécontentement est plus profond que jamais, leur haine des exploiters plus âpre encore. Mais elles sont désorientées politiquement, elles cherchent sans la trouver leur voie, — elles temporisent passivement avec des oscillations brusques d'un côté ou de l'autre, selon les circonstances. Le grand réservoir d'éléments passifs, désorientés, pourrait être largement utilisé, contre nous par les dissidents, dans certaines conjectures.

23. — Pour soutenir le Parti Communiste, il faut de l'activité et du dévouement. Pour soutenir les dissidents, il est nécessaire et il suffit d'être désorienté et passif. Il est tout naturel que la partie active révolutionnaire de la classe ouvrière donne, toutes proportions gardées, un plus grand nombre de membres au

Parti Communiste que la partie passive, désorientée, donne au parti des dissidents.

De même pour la presse. Les éléments indifférents lisent peu. Par le chiffre infime de son tirage et le néant de son contenu, le *Populaire* reflète également la disposition d'esprit d'une certaine partie de la classe ouvrière. La suprématie complète, dans le parti des dissidents, des intellectuels professionnels sur les ouvriers n'est aucunement en contradiction avec notre diagnostic et notre pronostic : car la fraction peu active de la classe ouvrière, en partie désappointée et en partie désorientée — c'est elle, justement qui, surtout en France, constitue le réservoir où s'alimentent les coteries politiques, formées d'avocats et de journalistes, de rebouteux réformistes et de charlatans parlementaires.

24. — Si on considérait l'organisation du Parti comme une armée active et la masse ouvrière non organisée comme ses réserves et si l'on admet que notre armée active est trois ou quatre fois plus forte que l'armée active des dissidents, il se pourrait encore que, dans certaines circonstances, les réserves se répartissent entre nous et les social-réformistes dans une proportion bien moins avantageuse pour nous.

25. — L'idée d'un bloc des gauches plane dans l'atmosphère politique française. Après la nouvelle période de poincarisme, qui est l'essai fait par la bourgeoisie de présenter au peuple le plat réchauffé des illusions de la victoire, une réaction pacifiste dans les cercles les plus larges de la société bourgeoise, c'est-à-dire dans la petite bourgeoisie, devient bien probable. L'espoir d'un apaisement général, d'un accord avec la Russie soviétiste, la possibilité de recevoir de celle-ci des matières premières dans des conditions avantageuses, la possibilité du paiement des dettes, l'allègement des charges militaires, etc., en un mot le programme illusoire du pacifisme démocratique peut, pour un certain temps, devenir le programme du bloc des gauches, qui prendrait la place du bloc na-

tional. Au point de vue du développement de la révolution en France, un tel changement de régime sera un pas en avant — à la condition expresse que notre prolétariat ne tombe que le moins possible dans les illusions du pacifisme petit-bourgeois.

26. — Les réformistes dissidents seront les agents du bloc des gauches dans la classe ouvrière. Plus grand sera leur succès, et moins la classe ouvrière sera touchée par l'idée et la pratique du front ouvrier unique contre la bourgeoisie. Les couches ouvrières désorientées par la guerre et par la lenteur de la révolution peuvent mettre leur espoir dans le bloc des gauches comme dans le moindre mal, ne voyant pas d'autres voies et pensant ne rien risquer.

27. — Un des moyens les plus sûrs de contrecarrer les tendances et les idées du bloc des gauches dans la classe ouvrière, c'est-à-dire du bloc des ouvriers avec une partie de la bourgeoisie contre une autre, c'est de défendre avec résolution et persévérance l'idée du bloc de toutes les parties de la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie.

28. — En ce qui concerne les dissidents, cela veut dire que nous ne devons pas leur permettre de garder sans risques une position d'expectative chancelante dans les questions ayant trait à la lutte du mouvement ouvrier, et de jouir de la protection des oppresseurs de la classe ouvrière, tout en exprimant leur sympathie platonique à cette classe. En d'autres termes, nous pouvons et nous devons, en toutes occasions appropriées, proposer aux dissidents de venir en aide sous une forme déterminée aux grévistes, aux lockoutés, aux chômeurs, aux mutilés de la guerre, etc., en enregistrant devant la masse leurs réponses formelles à nos demandes précises et en les démasquant ainsi devant les fractions diverses des masses politiquement indifférentes ou mi-indifférentes, masses sur lesquelles ils espèrent s'appuyer en certaines circonstances.

29. — Cette tactique est d'autant plus importante que les dissidents se trouvent incontestablement en

liaison étroite avec la C. G. T. réformiste, représentant avec elle les deux branches de l'entreprise bourgeoise dans le mouvement ouvrier. Nous attaquons ainsi en même temps, dans le camp syndical et dans le camp politique, cette entreprise à deux faces, en appliquant ici et là les mêmes méthodes tactiques.

30. — La logique irréfutable de notre action s'exprime comme suit : « Réformistes du syndicalisme et du socialisme — leur disons-nous devant les masses — vous avez fait la scission des syndicats et du parti au nom d'idées et de méthodes que nous trouvons erronées et criminelles. Nous vous demandons, au moins lorsque se posent les problèmes partiels, immédiats et concrets de l'action de la classe ouvrière, de ne pas mettre des bâtons dans les roues, et de rendre possible l'unité d'action. Dans tel cas concret nous vous proposons tel programme de lutte. »

31. — De même dans le domaine de l'action parlementaire ou municipale, nous pourrions appliquer non sans succès, la méthode indiquée. Nous disons aux masses : « Les dissidents ont fait la scission du parti ouvrier, parce qu'ils ne veulent pas la révolution. Ce serait folie de compter sur leur collaboration pour l'œuvre de la révolution prolétarienne. Mais nous sommes prêts à conclure avec eux certains accords, au parlement comme en dehors du parlement, chaque fois que, devant choisir entre les intérêts particuliers de la bourgeoisie et les intérêts du prolétariat, ils nous donneront des garanties positives d'opter pour ces derniers. Les dissidents ne le peuvent que s'ils renoncent à l'alliance avec les partis bourgeois, s'ils renoncent au bloc des gauches et s'ils entrent dans le bloc du prolétariat. Si les dissidents étaient capables d'accepter ces conditions, les éléments ouvriers qui les suivent seraient vite absorbés par le Parti Communiste. Mais, précisément pour cette raison, ils n'accepteront pas ces conditions. En d'autres termes, aux questions posées nettement et clairement, à la mise en demeure de se prononcer pour le bloc avec la

bourgeoisie ou pour le bloc avec la classe ouvrière — dans des conditions concrètes et très nettes de la lutte des masses — ils seraient forcés de répondre qu'ils préfèrent le bloc avec la bourgeoisie.

Une telle réponse ne serait pas sans entraîner pour eux de fâcheuses conséquences parmi les masses sur l'appui desquelles ils comptent.

## V. — Les questions intérieures du Parti Communiste

32. — La politique que nous venons d'esquisser suppose sans doute une indépendance d'organisation complète, une parfaite clarté idéologique et une grande fermeté révolutionnaire du Parti Communiste.

Ainsi, par exemple, on ne peut faire avec un plein succès une politique qui tend à discréditer l'idée du bloc des gauches, dans la classe ouvrière, si dans les rangs de notre parti même, il se trouve des hommes qui osent défendre ouvertement le programme actuel de la bourgeoisie. L'exclusion inconditionnelle et inflexible de tous ceux qui préconisent le bloc des gauches devient un des devoirs élémentaires du Parti Communiste. Cela nettoiera notre politique des éléments douteux, attirera l'attention des ouvriers avancés sur l'acuité de la question du bloc des gauches, et montrera que le Parti Communiste prend au sérieux toutes les questions qui menacent l'unité révolutionnaire des actions du prolétariat contre la bourgeoisie.

33. — Ceux qui essaient de se servir de l'idée du front unique pour refaire l'unité avec les réformistes et les dissidents, doivent être inflexiblement exclus de notre parti, car ils sont parmi nous les agents des dissidents et trompent les ouvriers sur les véritables auteurs de la scission et sur ses causes. Ceux-là, au lieu de poser avec justesse la question de la possibilité de telles ou telles actions pratiques à entreprendre d'accord avec les dissidents, malgré leur caractère petit-bourgeois, demandent à notre propre parti de

renoncer à son programme pratique et aux méthodes révolutionnaires. L'exclusion inflexible de ces éléments montrera mieux que tout que la tactique du front unique n'a rien qui ressemble à une capitulation ou à la paix avec les réformistes. La tactique du front unique impose au Parti une liberté complète de manœuvre, de la souplesse et de la décision. Et cela n'est possible que si le Parti proclame toujours clairement et nettement tout ce qu'il veut, le but auquel il tend, et s'il commente ouvertement devant la masse ses propres actions et propositions.

34. — Il est donc tout à fait inadmissible que certains membres du Parti publient à leur propre compte des organes politiques, dans lesquels ils opposent leurs mots d'ordre et leurs méthodes aux thèses, aux méthodes d'action et aux propositions du Parti.

Ces membres répandent chaque jour sous l'égide du Parti Communiste, dans le milieu où ce Parti fait autorité, c'est-à-dire dans notre propre milieu, des idées qui nous sont hostiles; ou bien encore ils sèment la confusion et le scepticisme, plus malfaisant que l'idéologie nettement hostile. Les organes qui font cette besogne, ainsi que leurs éditeurs, doivent être mis une fois pour toutes hors du Parti et dénoncés à toute la France ouvrière, afin que celle-ci condamne sévèrement les contrebandiers petits-bourgeois opérant sous le drapeau communiste.

35. — Il est également inadmissible que paraissent, dans les organes dirigeants du Parti, à côté d'articles défendant les thèses fondamentales du communisme, des articles qui discutent ces mêmes thèses ou les nient. Il est tout à fait inadmissible et même monstrueux que se prolonge dans le parti un régime de presse qui donne à la masse des lecteurs ouvriers, en guise d'articles de fond, dans les organes soumis à une direction communiste, des articles par lesquels on essaie de nous faire revenir aux positions du pacifisme le plus lamentable et qui prêchent aux ouvriers, en présence de la violence triomphante de la bour-

geoisie, la haine émolliente de toute violence. Sous prétexte d'antimilitarisme, on lutte contre les idées de révolution et d'insurrection. Si, après l'expérience de la guerre et des événements qui l'ont suivie, surtout en Russie et en Allemagne, subsistent encore, dans le Parti Communiste les préjugés du pacifisme humanitaire et si le Comité Directeur croit utile, en vue de la liquidation définitive de ces préjugés, d'ouvrir une discussion à ce sujet, il n'est pourtant pas possible que les pacifistes puissent, dans cette discussion, apparaître avec leurs préjugés comme une tendance admise; ils doivent être au contraire sévèrement blâmés par la voix autorisée du Parti dans la personne du Comité Directeur.

Lorsque le Comité Directeur jugera la discussion épuisée, les tentatives de diffusion des idées émollientes du tolstoïsme ou de toutes autres formes de pacifisme devront entraîner l'exclusion du Parti.

36. — On peut dire, il est vrai, que tant que l'épuration du parti des préjugés du passé et sa consolidation intérieure ne seront pas achevées, il sera dangereux de placer le parti dans des situations où il devrait entrer en combat avec les réformistes et les social-patriotes. Une semblable affirmation serait erronée. On ne peut nier en vérité le fait que le passage d'un travail de simple propagande à la participation directe au mouvement des masses ne cache en soi de nouvelles difficultés et, partant, de nouveaux dangers pour le Parti Communiste. Mais il serait tout à fait erroné de croire que le Parti pût se préparer à toutes les épreuves sans cette participation directe à la lutte et sans entrer en contact avec les ennemis. Au contraire, ce n'est que par cette voie qu'un vrai nettoyage intérieur et une véritable consolidation du parti pourront être atteints. Il se peut très bien que certains éléments de la bureaucratie du parti ou des syndicats se sentent plus près des réformistes, dont ils se sont accidentellement séparés, que de nous. La perte de tels compagnons de route ne sera pas un mal

mais sera, au contraire, compensée au centuple par l'affluence dans le parti des ouvriers et des ouvrières, qui suivent encore les réformistes. Le résultat n'en sera qu'une homogénéité plus grande du Parti qui deviendra plus énergique et plus prolétarien.

## VI. — Les tâches du Parti dans le mouvement syndical

37. — Beaucoup plus importante que toutes les autres tâches du Parti Communiste, nous apparaît celle de faire la plus grande lumière dans la question syndicale. Sans doute, il nous appartient de détruire absolument et de démasquer la légende répandue par les réformistes sur le prétendu dessein d'assujettir les syndicats au Parti. Les syndicats accueillent les ouvriers de toutes nuances politiques, sans-parti, libres penseurs, croyants, etc., tandis que le Parti réunit ceux qui ont un même credo politique basé sur un programme déterminé. Le Parti n'a et ne peut avoir aucun moyen de se soumettre du dehors les syndicats.

Le Parti ne peut organiser son influence sur la vie des syndicats que dans la mesure où ses membres travaillent dans ces syndicats et y font admettre le point de vue du Parti. Leur influence sur les syndicats dépend naturellement de leur nombre ainsi que de leur façon d'appliquer dans une juste mesure, d'une manière conséquente et appropriée, les principes du Parti aux besoins particuliers du mouvement syndical. Le Parti a le droit et le devoir de se proposer d'atteindre dans cette voie une influence décisive dans les organisations syndicales. Il y arrivera lorsque le travail des communistes dans les syndicats sera, complètement et en tout, conforme aux principes du Parti et se fera sous son contrôle permanent.

38. — Il est donc nécessaire que la conscience de tous les communistes soit définitivement débarrassée des préjugés réformistes, qui ne voient dans le Parti

qu'une organisation politique parlementaire du prolétariat. Le Parti Communiste est l'organisation de l'avant-garde prolétarienne pour la direction du mouvement ouvrier dans tous ses domaines et, en première ligne, dans le domaine syndical. Si les syndicats ne sont pas sous la dépendance du Parti, mais sont des organisations complètement autonomes, les syndiqués communistes, de leur côté, ne peuvent prétendre à aucune autonomie dans leur activité syndicale et ne doivent que défendre le programme et la tactique de leur Parti. On doit condamner sévèrement la conduite de certains communistes qui non seulement ne luttent pas dans les syndicats pour l'influence du Parti, mais s'opposent à une action dans ce sens au nom d'une fausse interprétation de l'autonomie syndicale. Ils ne font ainsi que faciliter à des individus, des groupes et des coteries sans programme déterminé, sans organisation de parti et qui utilisent la confusion des groupements idéologiques et des relations, l'acquisition d'une influence décisive dans les syndicats dont ces éléments conquièrent l'organisation, afin de soustraire leur coterie au contrôle efficace de l'avant-garde ouvrière.

Si le Parti, dans son activité au sein des syndicats, doit témoigner d'une grande attention et d'une grande patience envers les masses sans-parti et envers leurs représentants sincères et consciencieux; si le Parti doit se rapprocher par le travail commun, des meilleurs éléments du syndicalisme et notamment des anarchistes-révolutionnaires qui luttent et apprennent, il ne peut au contraire souffrir plus longtemps dans son sein les prétendus communistes, qui ne se servent de la qualité de membres du Parti que pour développer avec d'autant plus de sûreté dans les syndicats une influence contraire au Parti.

39. — Le Parti doit soumettre à une critique continue et systématique, par le moyen de sa presse et de ses militants syndiqués, l'insuffisance du syndicalisme révolutionnaire pour la solution des problèmes fondamentaux du prolétariat. Le Parti doit critiquer infa-

tigablement et opiniâtement les faiblesses de la théorie et de la pratique du syndicalisme, tout en démontrant à ses meilleurs éléments que la seule voie juste pour l'orientation révolutionnaire des syndicats et de l'ensemble du mouvement ouvrier, c'est l'adhésion des syndicalistes révolutionnaires au Parti Communiste, leur participation aux discussions et aux décisions de toutes les questions fondamentales du mouvement, leur participation à l'étude de nouveaux problèmes ainsi qu'à l'épuration du Parti Communiste et au renforcement de sa liaison avec les masses ouvrières.

40. — Il est enfin tout à fait nécessaire de faire dans le Parti Communiste français un recensement des membres, en précisant leur condition sociale : ouvrier, employé, paysan, intellectuel, etc., leur relation avec le mouvement syndical (s'ils sont membres d'un syndicat, s'ils assistent aux réunions des communistes, des syndicalistes révolutionnaires, s'ils y font admettre les décisions du Parti relatives aux syndicats, etc.) et leur relation avec la presse du Parti (quelles publications du Parti lisent-ils? etc.). Ce recensement devrait être fait de telle façon qu'il soit possible d'en avoir les résultats pour le 4<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste.

---

## LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Discours prononcé au cours de la séance du 2 Mars 1922  
du Comité Exécutif élargi de l'Internationale Communiste

---

Camarades, la commission nommée pour étudier la question française a travaillé pendant la semaine écoulée et elle a abouti à une résolution unanime. Le fait que cette résolution a été acceptée par tous les membres de la commission est un fait d'une importance politique, parce qu'il s'agissait non de questions générales envisagées comme telles, mais, avant tout, d'étudier la crise qui existe actuellement dans le Parti français et de trouver les moyens les mieux appropriés pour la résoudre.

Notre Parti, je parle de tout Parti Communiste, se développe dans une époque qui n'est pas très tranquille et qui n'est pas très monotone. La monotonie, c'est la dernière chose dont nous puissions nous plaindre dans l'époque présente.

La situation sociale s'aggrave : la situation, la constellation politique nationale et internationale changent brusquement. Le Parti est dans la nécessité de s'adapter aux exigences de ce mouvement, on pourrait dire spasmodique, du développement social et politique. Voilà d'où provient la crise dans le Parti Communiste, et voilà pourquoi elle a pris tout à fait inopinément une importance très grande, très aiguë.

Nous l'avons vue chez nous, dans notre Parti russe, quelquefois. Une commission de cette Conférence étudie maintenant la question russe, qui n'est pas, c'est ma conviction profonde, la crise du Parti russe, mais qui est la survivance d'une crise déjà dépassée. Nous avons étudié, au 3<sup>e</sup> Congrès, la crise du Parti allemand, et cette Conférence-ci a trouvé devant elle la crise du Parti français.

Camarades, le Parti français s'est composé, comme beaucoup d'autres, d'une part, d'un groupement plus ou moins étroit de partisans de la 3<sup>e</sup> Internationale unis dans un Comité spécial; d'autre part, d'un large courant au sein de l'ancien Parti.

### La Scission

Le Congrès de Tours fut une étape, un moment décisif dans le développement du communisme français : c'était la scission avec les réformistes, avec les patriotes; la responsabilité formelle, pour cette scission, retombe sur eux parce qu'ils sont restés dans la minorité et qu'ils ont quitté le Parti. Mais, naturellement, nous prenons sur nous la responsabilité politique, et non seulement formelle de cette scission, parce que c'est la scission entre les réformistes et la révolution prolétarienne, qui représentent des tendances absolument irréconciliables.

Mais il serait tout à fait faux, même théoriquement, de supposer qu'après la scission — ce fait fondamental qui marque la naissance même du Parti Communiste français — le Parti Communiste révolutionnaire en France, tel qu'il se présentera au moment de la conquête du pouvoir, ait été déjà créé par l'Histoire, tout à fait réalisé.

Non, il reste à faire, après cette scission, un grand travail d'organisation, de purification, d'éducation, de sélection.

Le Congrès de Tours a signifié que le prolétariat français manifeste en principe, en organisation, sa volonté pour la révolution, pour la dictature, pour la conquête du pouvoir. Mais il y a pour le prolétariat français une grande tâche historique et un grand problème : c'est de créer, dans cette situation très changeante, un instrument tout à fait approprié à cette grande tâche historique. Et ce problème, cette tâche de créer cet instrument idéologique et d'organisation se réalise, non seulement une ligne tout à fait directe et paisible, mais au travers de secousses et de crises,

grandes et petites. C'est absolument l'inévitable. Et la crise, comme telle, ne signifie nullement que le Parti est malade; cette crise montre seulement que le Parti est vivant, qu'il se développe. Pour prouver, pour démontrer que le Parti est sain, il faut voir si le Parti est capable de surmonter cette crise. Et nous avons tous, à la Commission, été de cette opinion que la volonté et les capacités du Parti Communiste français de faire un nouveau pas en avant sont tout à fait indiscutables.

### La Crise

En quoi consiste cette crise? Le Congrès de Marseille était une seconde étape, une étape très remarquable du mouvement révolutionnaire en France. Le Congrès de Marseille a voté deux résolutions d'une importance capitale : la résolution sur le mouvement syndical, sur les rapports entre le Parti et les syndicats, c'est-à-dire entre l'avant-garde et la classe ouvrière en France. L'autre résolution est celle qui concerne la question agraire, c'est-à-dire les rapports entre le Parti et les petits paysans de France. Ces deux points : la question du prolétariat et la question du petit paysan, ce sont les deux questions qui dominent le problème de la révolution française.

Le Congrès de Marseille les a résolues dans un sens communiste, dans un sens révolutionnaire qui nous donne la possibilité de marcher en avant sur la base de principes bien déterminés, bien définis. Et néanmoins, à ce même Congrès, voilà une crise d'organisation qui surgit, et il y a d'abord la discussion sur le fait même : savoir si c'est une crise d'idées ou si c'est une crise de personnes.

Or, à la Commission, nous avons écarté toutes les questions personnelles, et nous ferons de même ici, non parce que nous estimons que les questions personnelles sont tout à fait au-dessous du niveau d'un Parti Communiste : bien ou mal, la politique se fait par des hommes; les hommes, n'est-ce pas, sont les

représentants des tendances, les hommes ont leur caractère, souvent mauvais : alors, on se querelle avec acharnement quand il y a des divergences de principes et quand il n'y en a pas.

Mais le fait que quelques incidents, lors de l'élection des membres du Comité Directeur, ont pris une importance politique pour le Parti, prouve que le Parti, que sa conscience, ont senti dans l'atmosphère quelques dangers.

Dans les époques ordinaires, dans les époques paisibles, la crise se prépare lentement, les éléments de la crise s'accumulent successivement et on a toujours assez de temps pour se rendre compte du contenu de la crise, pour la déterminer, pour la caractériser.

Dans une époque comme la nôtre, la crise vient souvent comme le voleur dans la nuit, inopinément. On remarque au commencement, n'est-ce pas, qu'il y a quelque chose; il y a un certain malaise et après cela, progressivement, on en vient à résoudre la question du point de vue des principes.

Or, le camarade Soutif va nous aider à comprendre la situation par quelques paroles qu'il a prononcées au Congrès de Marseille. Il a dit ce qui suit, d'après le compte rendu de *l'Humanité* :

« L'orateur indique que depuis Tours, des tendances se sont formées et qu'il ne faut pas s'en alarmer, car elles marquent la vitalité du Parti. D'ailleurs, ces tendances existent dans l'Internationale Communiste. Là, comme ici, il y a un opportunisme de droite et un centre. »

Il faudrait ajouter, selon moi, à ces affirmations du camarade Soutif, que l'existence de tendances ne prouve pas, par le fait même, la vitalité du Parti; comme la crise, l'existence des tendances ne prouve pas que le Parti est vivant, que le Parti se développe : mais la vitalité du Parti Communiste peut être prouvée par le fait que le Parti est capable de soutenir et d'affermir les tendances révolutionnaires et de dominer les tendances opportunistes ou extrémistes, dans

le mauvais sens du mot, comme nous l'observons aussi, de temps en temps, dans notre Internationale.

Or, il est bien naturel qu'après le Congrès de Tours, quand on a fait la scission définitive, irrévocable avec les réformistes, qu'après ce fait fondamental, les tendances ou les nuances réformistes ne peuvent trouver un large domaine, un terrain libre pour se développer dans le Parti Communiste français. Mais l'opportunisme au sein d'un parti révolutionnaire, commence toujours comme un petit nuage, comme une tache, il tâtonne, il cherche s'il y a opposition, s'il y a résistance. S'il ne trouve pas cette résistance, il se développe toujours comme une tache d'huile et il peut devenir une maladie vraiment dangereuse, surtout dans une époque comme la nôtre où, comme je l'ai dit, la situation change rapidement, nous place devant des difficultés toujours nouvelles et demande de nous, comme Parti, la faculté de diriger notre Parti tout à fait librement, que nos pieds et nos jambes ne soient jamais liés par ceux qui se nomment nos amis, mais qui sont, au fond, nos adversaires.

### **Une tendance de droite**

Nous avons pu constater que la droite, dans le Parti Communiste français, et cela s'explique très bien par son histoire et par le Congrès de Tours, n'est une tendance ni large, ni définie, ni organisée; c'est une tendance en formation, ou si vous voulez, en renaissance. Elle se manifeste sur quelques questions d'une importance vitale pour le Parti français, notamment sur la question du militarisme. On attaque, par exemple, notre camarade Cachin parce qu'il a demandé d'armer le peuple ouvrier. On l'attaque en disant : « Non, notre position c'est le désarmement, c'est le pacifisme absolu. »

J'ai ici quelques articles et discours de membres du Parti Communiste français. Je ne ferai pas beaucoup de citations pour ne pas vous fatiguer — les citations sont toujours bien ennuyeuses — mais cependant sur

une question, et sur celle-là seulement, je donnerai quelques citations qui sont les raisons mêmes de notre inquiétude profonde.

Voilà, par exemple, un article qui est publié même dans *l'Internationale* :

« D'excellents camarades s'étonnent de voir un certain nombre d'entre nous rester fidèles au vieil antimilitarisme d'autrefois, fait d'opposition absolue et irréductible à tout système d'armement. »

Or, premièrement, nous ne comprenons pas de quel antimilitarisme il s'agit, parce que si nous prenons Jaurès, il était pour l' « Armée nouvelle », il était pour la milice, pour l'armement du peuple. Or, sa position était très liée avec son idéologie démocratique puissante, mais il n'a jamais défendu la position de ce pacifisme vague, confus et sentimental, qui consiste dans la négation d'employer des armes.

« Car, il n'y a pas — continue notre auteur — deux militarismes. Il n'y en a qu'un. »

Ainsi, un membre de notre Parti, c'est le camarade Raoul Verfeuil, déteste le militarisme « quelle que soit la couleur qu'on lui donne parce qu'il annihile la personnalité ». Or, camarades, et je vous prie de ne pas croire que je parle ici comme le défenseur de notre armée rouge, s'il ne s'agissait que de la critique du « militarisme russe », du « militarisme rouge », naturellement, dans des articles de *l'Internationale* à Paris, on pourrait dire que ces articles sont détestables mais qu'ils sont inoffensifs, qu'ils ne peuvent pas être bien nuisibles au prolétariat français. On pourrait dire cela, mais à une condition, c'est : si le prolétariat français n'a pas besoin de la révolution, s'il l'a déjà accomplie et assurée.

Malheureusement, ce n'est pas le cas,

Or, on parle dans le même article, de « l'emploi de certains procédés de force qu'une situation de fait peut justifier mais que la doctrine de notre Parti et la morale sont d'accord pour réprouver ». Oui, camarades, il y a des méthodes qui peut-être nous seront

imposées, les méthodes de violence, mais que notre morale réproouve comme la doctrine de notre Parti.

Et puis un argument décisif. « On nous objecte que nous avons besoin de l'armée pour faire la révolution. La révolution serait encore plus facile si l'armée n'existait pas. » (*Rires prolongés.*)

Voilà, l'adversaire est désarmé! Devant cet argument l'adversaire est désarmé!

Mais, camarades, ce n'est pas là un fait unique. Sur la même question nous trouvons, dans le même organe de notre Parti, un article de notre camarade Victor Méric sur le militarisme. Il veut apporter, écrit-il, quelques arguments contre le militarisme — « contre tous les militarismes ». Puis, après avoir évoqué les nécessités de la révolution, il écrit : « Constaté et déplorer ces dures nécessités, c'est une chose. »

Constaté et déplorer ces dures nécessités, c'est-à-dire qu'il voudrait peut-être employer la violence. Mais il ajoute : « Les admettre *a priori*, les préparer méthodiquement, les vouloir, c'en est une autre. »

Voilà des questions bien posées.

Nous disons et répétons que la seule possibilité pour le prolétariat de se libérer, c'est de jeter bas la bourgeoisie, de lui retirer le pouvoir, de s'en emparer en désarmant la bourgeoisie et en s'armant lui-même.

Et, sans doute, l'éducation que le Parti doit développer consiste dans ce travail préparatoire de faire comprendre au prolétariat qu'il ne peut vaincre la bourgeoisie que par la violence révolutionnaire.

### Nécessité de la violence

Est-ce que nos camarades Méric et Verfeuil croient qu'il y a chez le prolétariat français un excès de cette violence révolutionnaire contre la bourgeoisie? Est-ce qu'ils croient que le prolétariat français est sanguinaire et qu'il faut le discipliner, le brider un peu par notre morale et la sainte doctrine qui nous commandent d'être humains envers notre ennemi. Mais c'est le contraire. En effet, toute l'histoire de la Troisième

République, au lendemain de la Commune, montre que cette Commune fut non seulement le désarmement physique du prolétariat, mais son désarmement moral. L'atmosphère, même l'opinion publique bourgeoise ont pour tâche d'infecter la mentalité de la classe prolétarienne par l'hypnose de la légalité. La légalité, c'est la couverture de la violence brutale de la bourgeoisie.

Qu'est-ce que nous devons faire nous autres? Nous devons démontrer au prolétariat que la légalité n'est qu'un masque pour la violence de la bourgeoisie, que la violence de la bourgeoisie ne peut être brisée que par la violence — la nôtre. Qu'il faut se préparer, qu'il faut s'éduquer, qu'il faut la vouloir si nous voulons la victoire. Il faut vouloir les moyens et les moyens, c'est la violence révolutionnaire. Et on vient dire au prolétariat : « Peut-être que tu auras l'occasion triste, une fois, d'employer la violence », mais notre sainte doctrine et notre sainte morale le défendent. Alors on ne peut que semer le désarroi et le trouble en propageant une morale révolutionnaire de ce genre-ci.

Comme je lisais ces articles, j'ai vu, par hasard, les résolutions du Congrès anarchiste où on dit naturellement : « Les anarchistes ne veulent pas le pouvoir, ils restent ennemis de toute dictature quelle qu'elle soit, de droite ou de gauche, de la bourgeoisie ou du prolétariat, ils restent ennemis du militarisme quelque couleur qu'il prenne, de la bourgeoisie ou du prolétariat. » C'est la même idéologie, la même.

J'ai cité deux camarades bien connus comme Verfeuil et Méric et leurs critiques sont dirigées, pour autant que je le comprenne, contre une résolution de la Fédération des Jeunesses. Nous avons un peu combattu un représentant de la Fédération des Jeunesses au 3<sup>e</sup> Congrès, mais cette résolution est tout à fait juste. Elle affirme qu'il faut combattre le militarisme, mais elle préconise l'armement du prolétariat.

Avant les articles des camarades Verfeuil et Méric, nous avons eu sur le même sujet un discours-pro-

gramme prononcé par notre camarade Georges Pioch, au Congrès du Parti. J'en ferai quelques citations qui me paraissent d'une grande importance. Voici ce que dit le camarade Pioch :

« Les peuples ne se sont pas battus seulement pour des intérêts. Ils se déclarent la guerre et les passions la font durer. En méconnaissant cette vérité, vous fonderiez des sociétés d'où la guerre ne serait pas bannie. »

Ainsi, la guerre n'est pas un produit de la structure de la société, c'est un phénomène psychologique, elle naît des passions, et il faut éduquer l'homme pour que la société, même communiste, ne produise pas de guerres.

« Au lieu de déshonorer la guerre, vous commencez par déshonorer la paix en déshonorant le pacifisme. »

Notre lutte contre le pacifisme sentimental paraît au camarade Pioch comme la lutte contre la paix et comme une glorification même de la guerre, et puis « le seul antimilitarisme profond et profitable est celui que créera l'éducation des enfants ».

Et, pour en finir, et cette thèse est la plus formidable : « En ce qui concerne la désertion, l'orateur ne peut ni la conseiller, ni la déconseiller. C'est une affaire de conscience. Quant au noyautage de l'armée, il considère que c'est un sophisme dangereux. »

Ce discours a été prononcé au Congrès du Parti Communiste!

On nous dit : « La guerre, c'est un phénomène plutôt psychologique. Il faut éduquer les enfants, les petits enfants dans leur berceau dans l'esprit de l'antimilitarisme pur et absolu, dans le pacifisme honni par vous, les militaristes rouges, et par ce procédé nous aboutirons à une société sans guerre. Et, pour le moment, peut-être la désertion, peut-être, mais c'est un cas de conscience individuelle, je ne peux ni le conseiller ni le déconseiller. Et le noyautage dans l'armée, qu'est-ce que cela veut dire? Le noyautage, cela veut

dire le travail des communistes comme communistes dans l'armée. Or, c'est un sophisme dangereux. »

Camarades, nous connaissons très bien notre camarade Pioch. C'est un bon poète, un écrivain, nous l'estimons — je le dis tout à fait sincèrement. Mais je ne parle pas du camarade Pioch, je parle du secrétaire de la Fédération de la Seine. La Fédération de la Seine, c'est la Fédération la plus importante du Parti. Et je me demande, camarades, tout en sachant bien que les idées du camarade Pioch sont tout à fait exceptionnelles, personnelles, quelle résonance, quel écho elles peuvent trouver dans les cerveaux de notre jeunesse ouvrière communiste ou mi-communiste, à qui on dit que le militarisme rouge, la violence, le meurtre et l'effusion de sang ne sont pas des principes communistes? Je ne sais pas si c'est dans le discours du camarade Pioch ou dans l'article du camarade Verfeuil qu'il est dit que le meurtre et l'effusion de sang ne sont pas des principes communistes.

Qu'est-ce que cela veut dire, camarades? Et le Parti, qu'est-ce que le Parti? Le Parti, c'est l'organisation d'une haine consciente contre la bourgeoisie. Et la haine, est-ce un principe communiste? Je crois que c'est la fraternité qui est un principe communiste, mais le Parti Communiste est l'organisation de la haine de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Et si l'on veut combattre la bourgeoisie avec les sentiments qui naîtront sur la base d'une société sans bourgeoisie, alors cette société ne viendra jamais.

Qu'est-ce que le Parti? Le Parti, camarades, c'est une organisation pour lutter contre les autres organisations. Et la lutte entre les hommes est-ce que c'est un principe communiste? Qu'est-ce que le communisme, non pas comme idéal de l'avenir, mais le communisme comme une chose vivante, d'aujourd'hui? C'est — qu'on me permette le mot — l'armée en lutte. Or, le communisme vivant, ce n'est pas un principe communiste, c'est tout à fait contraire au principe communiste des pacifistes.

## Confusionnisme

Les conceptions que je viens d'examiner ne peuvent que produire une confusion extrême, absolue, dans la conscience de la jeune génération du prolétariat français, et cela a été reconnu par tous les camarades de la délégation française. Nous avons causé, discuté et nous en sommes venus à cette conclusion qu'il ne faut ni exagérer, ni atténuer l'importance de pareilles manifestations dans le Parti, que le Parti doit être aux aguets pour éliminer le danger possible qui pourrait en résulter.

Je ne ferai pas de citations qui vous montreraient d'autres aspects de ces tendances; je mentionnerai seulement qu'elles se manifestent sur différentes questions : sur la question syndicale, sur la question des rapports entre le Parti et les syndicats, et aussi dans la question de la discipline du Parti. Notre camarade Pioch dit même que le mot « discipline », comme terme militaire, doit être prohibé pour toujours dans le monde des communistes; mais, naturellement, c'est une question d'expression. Mais il y a aussi une tendance quand même, une tendance dirigée contre la conduite du Parti, vraiment basée sur le centralisme démocratique qui est fixé par nos statuts nationaux et internationaux.

Or, la Commission a constaté qu'il n'y a pas de divergences bien tangibles entre la majorité du Parti telle qu'elle s'est déterminée au Congrès de Marseille et entre le groupement que nous pouvons, pour lui donner quelque nom, nommer la tendance « plus gauche », « plus à gauche ». Il n'y eut pas à la Commission de divergences profondes dans l'appréciation de ces manifestations réformistes, pacifistes, etc. S'il y eut quelques divergences, ce furent plutôt des nuances. Les uns disaient : « Il ne faut pas les exagérer », et les autres répondaient : « Il ne faut pas les négliger. » La Commission a dit, non pour faire un compromis, mais parce que cela correspond à la vérité et à l'in-

térêt du Parti : « Ni négliger, ni exagérer l'importance de cette tendance, mais veiller et éliminer en temps utile. »

### Attitude des délégués français

Vous savez que quatre camarades, ont donné, au cours du Congrès de Marseille, leur démission de membres du Comité Directeur du Parti et que ce fut le point de départ de la crise présente, et que c'est précisément au moment où ces camarades, qui ont appartenu au Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, ont donné leur démission, que les éléments de la droite ont montré un peu plus d'activité, qu'ils ont même fait une petite offensive contre les principes fondamentaux du Parti, contre le Parti lui-même.

Or, après une discussion approfondie, la délégation française, c'est-à-dire les membres de la délégation qui étaient mandatés exprès pour cela par le Comité Directeur du Parti, ont donné, de leur propre initiative, aux questions qui ont surgi pendant la discussion elle-même, une réponse, une appréciation écrite que je vais vous lire.

I. — *La délégation française, conformément aux déclarations de Marseille contre l'opportunisme de droite, s'engage à demander au C. D., au nom de l'Exécutif, le renvoi immédiat de Henri Fabre devant la Commission des conflits, aux fins d'exclusion.*

Henri Fabre, membre du Parti, est connu comme directeur d'un organe quotidien, le *Journal du Peuple*, qui est le point de concentration de toutes ces tendances réformistes, pacifistes, unitaires, avec les réformistes, avec les dissidents.

II. — *La délégation enregistre la désapprobation formulée par l'Exécutif à l'occasion de la démission de plusieurs membres du C. D.*

Après avoir pris connaissance du fait que quatre camarades élus au Comité Directeur ont donné leur

démission au cours du Congrès de Marseille, l'Exécutif a trouvé ces démissions injustifiées. Nous avons notre base : le centralisme démocratique, dans les sections nationales comme dans l'Internationale elle-même, et nous avons toujours la possibilité, par le jeu normal de nos organisations locales, nationales et internationales, d'aplanir les conflits, de corriger la ligne de conduite d'une organisation, d'une section, d'un organe, d'un journal, sans provoquer de conflits d'organisation aigus, sans des démissions qui sont, par leur caractère même, opposées à l'esprit de la discipline, de l'organisation prolétarienne.

*Dans un but d'apaisement, elle demandera au C. D. de proposer au prochain Conseil National la réintégration de ces camarades. Le C. D. déciderait que ce Conseil National aura pouvoir de congrès. Les camarades actuellement en fonction par suite des démissions conserveraient leur mandat jusqu'à la fin de l'exercice.*

III. — *La délégation insistera auprès du C. D. pour que la thèse du Congrès de Marseille, relative aux rapports des syndicats et du Parti, soit strictement appliquée. La commission syndicale du C. D. devra travailler sans relâche dans ce but.*

IV. — *Le régime des fractions ne peut exister dans un Parti communiste. La délégation transmettra au C. D. la volonté exprimée par l'Exécutif en vue de mettre un terme aux discordes intestines, d'en finir avec les polémiques irritantes et de réaliser l'union étroite de tous les communistes pour l'action.*

CACHIN, RENOULT, SELIER, MÉTAYER.

Notre Commission a enregistré cette déclaration nette, formelle, et qui n'exprime pas seulement la volonté des quatre camarades qui en prennent la responsabilité, mais qui constitue une obligation morale au nom du Comité Directeur du Parti français : elle en a apprécié la haute importance, comme base pour reconstruire l'unité menacée du Parti. Cette déclaration

commence par la volonté d'exclure, dans le plus court délai, de mettre hors du Parti et dans l'impossibilité de nuire au Parti, le *Journal du Peuple*, c'est-à-dire de donner un avertissement très net aux tendances de droite, d'exclure le camarade Henri Fabre.

### Le sens d'une exclusion

Naturellement, pris comme un fait isolé, cela peut paraître sans importance; mais ce fait, il est un moment dans le cours de la vie du Parti. Or, quand le Parti dit, par la bouche de sa délégation : « Oui, la situation dans son ensemble, comme nous le voyons et l'analysons maintenant, nous impose l'exclusion de Henri Fabre. Cela a un sens très précis, cela prouve, cela fait comprendre au prolétariat français que le Parti ne permet pas de plaisanter sur les questions qui furent la cause de la scission. La scission est toujours un processus douloureux; quelles que soient les raisons de la scission, on ne se décide pas d'un cœur léger à provoquer la scission dans les rangs du prolétariat : mais si l'on s'y résoud, on doit avoir des raisons suffisantes; et le Parti qui laisserait compromettre ces raisons, qui permettrait d'entretenir des doutes sur la valeur déterminante de ces raisons, si l'on peut s'exprimer ainsi, un Parti pareil serait compromis dans la conscience de la classe ouvrière.

Notre Parti français déclare nettement que le prolétariat français n'aura pas ce spectacle jamais. La tendance dont il s'agit est bien vague, mais en tant qu'elle se cristallise dans ce journal et dans son directeur, elle sera mise, dans le plus court délai, hors du Parti. Et cela, ce fait qui signifie en même temps naturellement qu'un membre du Parti ne participera pas à ce journal ou à des journaux pareils, ce fait élimine la possibilité du malentendu, de ce malentendu qui pourrait devenir très dangereux s'il parvenait à prendre corps. On aurait l'impression que le gros du Parti, qui est tolérant pour la droite, est en lutte avec un

groupement qui se croit ou qui est peut-être d'une nuance plus à gauche. Ce serait un malentendu, ce serait un danger, ce serait le plus grand malheur.

Et puisque le Parti, par la délégation de son Comité directeur, affirme sa volonté, se basant sur les résolutions de Marseille, de ne pas permettre que se crée une situation pareille, il n'y a pas de possibilité, il n'y a pas de raison de créer des fractions au sein du Parti. Ce n'est pas la fraction plus gauche ou moins gauche qui doit combattre le danger de droite, c'est le Parti lui-même. Et puisque le Parti lui-même proclame et affirme sa volonté, alors pas de fraction. La démission des quatre camarades, quelles que soient les raisons politiques qu'on puisse invoquer, était un commencement, que ces camarades l'aient ou non voulu, de formation de fraction dans le Parti, ce que l'Internationale Communiste, le Parti Communiste français lui-même, ne peuvent ni admettre, ni tolérer. Et c'est pourquoi on a décidé unanimement que le Comité Directeur devra trouver la possibilité, par l'intermédiaire du Conseil National, de réintégrer les camarades démissionnaires et de rétablir la plénitude du Parti, affirmée par le Congrès de Marseille.

Quant à la question concernant les syndicats, sur les rapports entre le Parti et les syndicats, comme je vous l'ai dit, le Congrès de Marseille a voté une résolution d'une haute importance. Il ne reste qu'à l'appliquer. Le Comité Directeur a commencé de le faire; il a créé une Commission spéciale pour ce travail, dont il convient de souligner l'importance.

La Commission vous propose une résolution qui est la conclusion de son travail et qui, nous l'espérons, aidera notre Parti Communiste de France à surmonter la crise présente dans le délai le plus court. En voici le texte :

*Le Parti communiste français a fait, depuis Tours, un grand effort d'organisation, qui a retenu dans ses cadres les meilleures forces du prolétariat éveillé à l'action politique. Le Congrès de Marseille a été pour*

le Parti l'occasion d'un sérieux travail doctrinal, dont le mouvement ouvrier révolutionnaire tirera certainement le plus grand profit.

Rompant avec les traditions parlementaires et politiques du vieux Parti socialiste, dont les Congrès n'étaient que prétextes à joutes oratoires des leaders, le Parti Communiste a, pour la première fois en France, appelé l'ensemble des militants ouvriers à une étude préalable et approfondie de thèses traitant de questions essentielles pour le développement du mouvement révolutionnaire français.

La crise d'organisation dans le Parti français, qu'il est également faux d'estimer au-dessous et au-dessus de son importance, constitue un des moments du développement du Parti Communiste français, de son épuration intérieure, de sa reconstruction et de sa consolidation sur une base réellement communiste.

La scission de Tours fixa la ligne de partage fondamentale entre le réformisme et le communisme. Mais c'est un fait absolument indiscutable que le Parti Communiste qui a surgi de cette scission a conservé, dans certaines de ses parties, des survivances du passé réformiste et parlementaire, dont il peut se débarrasser et dont il se débarrassera par des efforts intérieurs en prenant part à la lutte des masses.

Ces survivances du passé, dans certains groupes du Parti, se manifestent :

1° Par une tendance à rétablir l'unité avec les réformistes;

2° Par une tendance à former un bloc avec l'aile radicale de la bourgeoisie;

3° Par la substitution du pacifisme humanitaire petit-bourgeois à l'antimilitarisme révolutionnaire;

4° Par la fausse interprétation des rapports entre le Parti et les Syndicats;

5° Par la lutte contre une direction du Parti vraiment centralisée;

6° Par les efforts pour substituer une Fédération platonique de partis nationaux à la discipline internationale d'action.

Après la scission de Tours, les tendances de ce genre ne pouvaient se manifester avec une pleine force ni compter sur une grande influence dans le Parti. Toutefois, sous la pression puissante de l'opinion publique bourgeoise, les éléments enclins à l'opportunisme manifestent un penchant naturel les uns vers les autres et s'efforcent de créer leurs organes et points d'appui.

Si faible que soit le succès qu'ils aient obtenu dans cette direction, ce serait une erreur de ne pas estimer à sa propre valeur le danger que leur travail représente pour le caractère révolutionnaire et l'unité du Parti. En aucun cas les organisations communistes ne peuvent servir d'arène pour la libre propagande des opinions qui furent en substance la cause de la sécession des réformistes — dissidents du parti de la classe ouvrière. Tout manque de clarté sous ce rapport empêcherait inévitablement le travail révolutionnaire d'éducation dans les masses.

La séance plénière du Congrès exécutif constate que les résolutions du Congrès de Marseille, pénétrées de l'esprit de l'Internationale communiste, créent des points d'appui hautement importants pour l'activité du Parti parmi les masses laborieuses des villes et de la campagne.

En même temps, la séance plénière du Comité exécutif prend connaissance avec satisfaction de la déclaration de la délégation française que le Journal du Peuple — l'organe où se concentrent les tendances réformistes et confusionnistes — vu qu'il occupe une position complètement opposée au programme de l'Internationale, aux décisions des Congrès du Parti Communiste français à Tours et à Marseille, et à l'intransigeance révolutionnaire du prolétariat français conscient, sera, dans le plus court délai, mis hors du contrôle du Parti.

L'importance exclusive du Congrès de Marseille consiste en premier lieu en ce qu'il a posé devant le Parti la tâche capitale d'un travail systématique et régulier dans le sein des Syndicats, conformément à l'esprit du programme et de la tactique du Parti. Ceci implique,

justement, la désapprobation décisive de la tendance manifestée par ces membres du Parti qui, sous le prétexte de lutter pour l'autonomie, d'ailleurs tout à fait indiscutable, des Syndicats, luttent, en réalité, pour l'autonomie de leur propre travail à l'intérieur des Syndicats, sans aucun contrôle et sans direction de la part du Parti.

La séance plénière prend connaissance de la déclaration de la délégation française, que le Comité Directeur du Parti prend et prendra toutes les mesures nécessaires pour que les décisions du Parti soient accomplies dans un esprit d'activité communiste dans les Syndicats (strictement unis et disciplinés), sous la direction du Comité Directeur du Parti.

Vu que les statuts de l'Internationale communiste et de ses sections se basent sur le principe du centralisme démocratique et garantissent suffisamment le développement régulier et normal de chaque parti communiste, la séance plénière considère comme injustifiée la démission de plusieurs membres du Comité Directeur élus au Congrès de Marseille, indépendamment des mobiles politiques de ces démissions. L'abandon des postes confiés par le Parti peut être interprété, par les larges masses du Parti, comme une déclaration d'impossibilité du travail commun régulier des représentants des nuances différentes dans les cadres du centralisme démocratique et peut servir d'impulsion à la formation de fractions à l'intérieur du Parti.

La séance plénière du Comité exécutif exprime sa conviction absolue que la lutte contre les manifestations sus-indiquées des tendances anticomunistes sera menée par la majorité écrasante du Parti et par les institutions dirigeantes du Parti tout entier. Considérant que la formation de fractions serait inévitablement le plus grand tort au développement du Parti et porterait atteinte à son autorité parmi le prolétariat, la séance plénière du Comité exécutif prend connaissance, avec satisfaction de la déclaration de la délégation française, que le Comité central est prêt à pren-

*dre les mesures d'organisation nécessaires pour que la volonté du Congrès de Marseille soit exécutée jusqu'au bout et intégralement, et que les camarades qui avaient démissionné fassent partie de la direction du Parti pour y accomplir un travail régulier et sans discorde (1).*

Tel est notre projet de résolution. Nous avons discuté avec grande attention, par moment aussi avec passion, parce que les questions que nous examinions sont très importantes : mais la discussion entre tous les membres de la Commission et de la délégation française fut toujours pénétrée de la volonté d'aboutir à l'unité du Parti sur une base vraiment révolutionnaire et communiste. Et je crois pouvoir vous conseiller d'adopter unanimement la résolution votée par la Commission (2).

Si vous voulez faire quelque amendement, il ne reste peut-être qu'une petite phrase à ajouter à la fin de notre texte :

« Vive le prolétariat français et son Parti Communiste ! »

---

(1) Le texte allemand dit : *eine regelmässige und zusammengefasste Aufgabe* (un travail régulier et systématique).

(2) La résolution Trotsky fut adoptée à l'unanimité par l'Exécutif élargi.

## LE FRONT UNIQUE

Discours prononcé à la Séance du 26 Février 1922  
du Comité Exécutif élargi  
de l'Internationale Communiste.

---

Camarades, je n'ai pas assisté hier à la séance, mais j'ai lu avec attention les deux discours qui sont, en principe, opposés à la tactique définie par l'Exécutif : les discours de nos camarades Terracini et Daniel Renoult.

Or, je suis d'accord avec le camarade Radek, qui a dit que le discours du camarade Terracini n'est qu'une édition nouvelle et pas tout à fait améliorée, je dois l'avouer, des objections qu'il avait présentées à quelques-unes de nos thèses du troisième Congrès.

Mais la situation a changé.

Au troisième Congrès, nous étions devant le danger que le Parti Communiste italien, ou d'autres, ne s'engagent dans des actions qui pourraient être bien nuisibles. Maintenant, il y a un danger plutôt négatif : c'est qu'il ne s'abstienne de participer à des actions qui peuvent et doivent être très profitables au mouvement ouvrier.

On peut toujours dire que ce danger négatif n'est pas aussi dangereux que le danger positif. Oui, mais le temps est, en politique, un grand facteur, et si on le laisse échapper, ce temps, il est toujours utilisé par d'autres contre nous.

Le camarade Terracini dit : « Mais nous sommes naturellement pour l'action des masses et pour la conquête des masses. » C'est ce qu'il répète toujours dans son discours. Mais, d'autre part, nous sommes pour la lutte générale du prolétariat, et contre le front unique, dans le sens précisé par l'Exécutif.

Le fait même, camarades, qu'un représentant du Parti prolétarien affirme et répète toujours : « Nous sommes pour la conquête de la majorité du prolétariat,

nous sommes pour ce mot d'ordre : « Aux masses ! » apparaît comme un écho un peu retardé des discussions du 3<sup>e</sup> Congrès, où existait la croyance que nous sommes pleinement dans la révolution immédiate, où les sentiments du prolétariat, sentiments nés de la guerre, les sentiments bien sommaires — pour la Révolution russe comme pour la révolution en général — paraissaient comme suffisants pour la révolution elle-même. Mais les événements ont démontré que cette appréciation était fautive. Au moment du 3<sup>e</sup> Congrès, nous avons discuté, nous avons dit : « Non, maintenant c'est une nouvelle étape qui commence ; la bourgeoisie est, pour le moment, pas tout à fait ferme, mais assez ferme sur ses jambes pour nous obliger, nous, communistes, à conquérir la conscience de la majorité des travailleurs pour l'abattre. »

### **Comment conquérir les masses ?**

Et, maintenant, le camarade Terracini répète toujours : « Nous sommes pour l'action qui doit conquérir les masses. » Naturellement, mais nous nous trouvons déjà placés à un niveau un peu plus élevé et nous discutons maintenant sur les méthodes de conquérir ces masses dans l'action. Et, à ce point de vue — comment conquérir ces masses ? — les Partis Communistes sont groupés tout à fait naturellement, logiquement, en trois grandes catégories : les Partis qui ne sont qu'au commencement de leurs succès et qui, comme organismes, ne peuvent pas encore jouer un grand rôle dans l'action immédiate des masses. Naturellement, ces Partis ont un grand avenir comme tous les autres Partis Communistes ; mais, aujourd'hui, ils ne peuvent pas compter beaucoup dans l'action de la masse prolétarienne, parce qu'ils sont peu nombreux comme organisations. Alors, ces partis doivent, pour le moment, lutter pour conquérir une base, une possibilité d'influencer le prolétariat pendant son action (de cette situation sort avec un succès toujours grandissant notre Parti anglais).

Dé l'autre côté, il y a des Partis qui dominent tout à fait le prolétariat. Je crois que le camarade Kolarof a raison quand il dit que c'est le cas de la Bulgarie. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que la Bulgarie est mûre pour la révolution prolétarienne, mais que ce sont les conditions internationales qui l'en empêchent. Alors, naturellement, pour une situation pareille, la question du front unique ne se présente pas ou presque pas.

En Belgique, par exemple, et en Angleterre, elle se présente comme une lutte pour conquérir une place sur le front prolétarien, pour influencer le prolétariat, pour ne pas être éliminé de son mouvement. Entre ces deux pôles extrêmes, il y a les Partis qui représentent une force, non seulement une force d'idées, mais une force numérique, une force comme organisation. Et c'est déjà le cas de la plupart des Partis Communistes. Leur force peut être un tiers de l'avant-garde organisée, un quart, même la moitié, un peu plus de la moitié, cela ne change pas la situation en général.

Quelle est leur tâche? C'est de conquérir la majorité écrasante du prolétariat. Pour quel but? Pour mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, à la révolution. Quand ce moment-là sera atteint, nous ne le savons pas. Mettons dans six mois, mettons dans six ans, peut-être sur cette échelle, entre six mois et six années dans les différents pays. Mais, parlant théoriquement, il n'est pas exclu que cette période préparatoire puisse durer encore plus longtemps. Alors, je demande : Qu'est-ce que nous faisons pendant cette époque? Nous luttons toujours pour conquérir la majorité, la conscience de la totalité du prolétariat. Mais ce n'est pas le cas, ni aujourd'hui, ni même demain; nous sommes, pour le moment, le Parti de l'avant-garde du prolétariat. Eh bien, faut-il que la lutte de classes s'arrête pour attendre le moment où nous aurons conquis la totalité du prolétariat? Voilà la question que je pose au camarade Terracini et aussi au camarade Renoult : Est-ce que la lutte prolétarienne

pour le pain cesse pour attendre le moment où le Parti Communiste, soutenu par la totalité de la classe ouvrière, peut conquérir le pouvoir? Non, elle ne cesse pas, elle continue. Les ouvriers qui sont dans notre Parti ou ceux-là qui se tiennent en dehors de lui, comme les ouvriers qui sont dans le Parti social-démocrate ou qui sont en dehors de celui-ci, ils sont disposés plus ou moins — cela dépend du moment et du milieu prolétarien — ils sont capables de lutter pour leurs intérêts immédiats et *la lutte pour leurs intérêts immédiats dans cette époque de la grande crise impérialiste est toujours le commencement d'une lutte révolutionnaire.* Cela est très important, mais c'est ici seulement une parenthèse.

### **Actions immédiates**

Eh bien! Les ouvriers qui n'entrent pas dans notre Parti et qui ne comprennent pas notre Parti (et c'est la raison pour laquelle ils n'y entrent pas) veulent avoir la possibilité de lutter pour le morceau de pain, pour le morceau de viande. Ils voient le Parti Communiste, le Parti Socialiste, et ne comprennent pas pourquoi ils se sont séparés; ils adhèrent à la C. G. T. réformiste, au Parti Socialiste en Italie, etc., ou bien ils sont en dehors du Parti. Et voilà, ils disent que ces organisations, ou bien ces sectes — je ne sais pas comment ils les appellent dans leur langage, ces ouvriers mi-conscients — ils disent : « Qu'elles nous donnent la possibilité de la lutte d'aujourd'hui ! » Nous ne pouvons pas leur répondre : « Mais, nous, nous sommes isolés pour préparer ton avenir, ton grand après-demain. » Ils ne le comprendraient pas, parce qu'ils sont tout à fait absorbés par leur « aujourd'hui », parce que s'ils pouvaient comprendre cet argument, pour eux tout à fait théorique, ils seraient entrés dans le Parti. Etant dans cette mentalité et voyant devant eux différentes organisations syndicales et politiques, ils sont bien désorientés; ils se trouvent dans l'impossibilité d'une action immédiate, si partielle, si petite

qu'elle soit. Alors vient le Parti Communiste, qui dit : Mes amis, nous sommes séparés; vous croyez que c'est une faute; je peux vous expliquer les raisons. Vous ne les comprenez pas? Je le regrette, mais nous existons maintenant, nous, communistes, socialistes, et il y a à côté de nous les syndicalistes réformistes et les syndicalistes révolutionnaires; nous existons comme des organisations indépendantes pour des raisons que nous, communistes, trouvons tout à fait suffisantes; et, néanmoins, nous, communistes, nous proposons une action immédiate pour votre morceau de pain : nous vous la proposons, à vous et à vos chefs, à chaque organisation qui représente une partie du prolétariat. Mais c'est tout à fait dans la psychologie des masses, dans la psychologie du prolétariat, et j'affirme que les camarades qui, avec passion (ce qui s'explique très bien par l'importance, par la gravité de la question), protestent contre cela, reflètent beaucoup plus le processus douloureux de leur séparation tout à fait fraîche d'avec les réformistes, d'avec les opportunistes, et non pas la mentalité de la grande classe prolétarienne. Parce que je comprends très bien que pour un journaliste, qui était dans la même rédaction de *l'Humanité*, — mettons avec Longuet, — qui s'est séparé de lui avec de grandes difficultés, — s'adresser après cela de nouveau à Longuet, lui proposer de causer avec lui, c'est une difficulté psychologique, c'est une difficulté morale. Mais quant à la classe prolétarienne, quant à la masse française, aux millions d'ouvriers français, ils ne soucient pas du tout de ces choses, malheureusement, si vous voulez, parce qu'ils ne sont pas du Parti. Mais quand on leur dit : « Nous, communistes, nous prenons maintenant l'initiative de l'action de masses pour votre morceau de pain »; qui les ouvriers flétriront-ils en cette circonstance? L'Internationale Communiste, le Parti Communiste français? Non, jamais.

## Objections au Front unique

Et pour vous démontrer, camarades, que cette mentalité qui se fait jour en France, surtout en France, n'est pas le reflet de la mentalité de la masse prolétarienne, mais représente d'une part un écho tardif d'un aspect de l'ancien Parti et, d'autre part, le processus pénible de la séparation; pour vous démontrer ceci, je vous citerai quelques articles... Je m'en excuse : les camarades français se moquent un peu de notre engouement pour les citations; l'un d'eux a fait des remarques très spirituelles sur l'étendue de notre documentation, mais il ne nous reste pas autre chose, naturellement; les citations sont des fleurs desséchées du mouvement ouvrier, mais si on connaît un peu la botanique et si l'on a vu aussi des fleurs dans les champs, sous le soleil, on a, même par ces exemplaires desséchés, une représentation du mouvement.

Je vous citerai un camarade bien connu en France : c'est le camarade Victor Méric. Il représente plus ou moins l'opposition contre le front unique sous un aspect compréhensible pour tout le monde; il la vulgarise dans sa manière humoristique. Voici ce qu'il dit — cela paraît être une plaisanterie, pour moi une mauvaise; mais il faut la prendre telle qu'elle est :

« Si nous faisons front unique avec Briand? Après tout, Briand n'est qu'un dissident, un dissident de la première cuvée, un dissident précurseur; mais il est tout de même de la grande famille. » (*Journal du Peuple*, 13 janvier.)

Alors, au moment où l'Exécutif dit : Vous, le Parti français, vous ne représentez qu'une partie de la classe ouvrière, il faut chercher les possibilités de l'action commune des masses, — la voix de Paris répond :

« Mais si nous faisons front unique avec Briand? »

On peut dire : c'est de l'ironie, et c'est dans un journal qui est créé spécialement pour l'ironie de ce genre, le *Journal du Peuple*. Mais j'ai une citation du

même auteur dans *l'Internationale* — et c'est infiniment plus sérieux — où il dit textuellement :

« Et qu'on me permette de poser une seule question — oh! sans la moindre ironie... (C'est Victor Méric lui-même qui dit : « Sans la moindre ironie. »)

INTERRUPTIONS. — Pour cette fois!... Cela n'arrive pas souvent.

TROTSKY. — « ...Et qu'on me permette de poser une seule question — oh! sans la moindre ironie! Si cette thèse est acceptée en France et si, demain, le ministère Poincaré-la-Guerre, culbuté, fait place à un cabinet Briand ou Viviani, partisan résolu de la paix, du désarmement, de l'entente entre les peuples et de la reconnaissance des Soviets, ne faudra-t-il pas que nos élus au Parlement consolident de leur vote la situation de ce gouvernement bourgeois? Et si même — tout arrive! — un portefeuille était offert à l'un des nôtres, devra-t-il le refuser? » (*L'Internationale*, 22 janvier.)

C'est — oh! sans la moindre ironie! — non pas dans le *Journal du Peuple*, mais dans *l'Internationale*, le journal de notre Parti. Alors, pour Victor Méric, il n'est pas question de l'unité d'action prolétarienne; c'est la question des relations de Victor Méric et de tel ou tel dissident, des dissidents de la veille ou des dissidents de l'avant-veille. C'est, comme on le voit, un argument pris dans le domaine de la politique internationale. Au cas où un gouvernement Briand serait disposé à reconnaître les Soviets, est-ce que *l'Internationale* de Moscou nous imposera la collaboration avec ce gouvernement?

Le camarade Terracini n'a pas parlé tout à fait comme le camarade Méric; mais il a, lui aussi, évoqué le spectre d'une alliance entre trois puissances : les puissances numéros 3, 2 et 2 1/2 — l'Allemagne, l'Autriche et la Russie, c'est un peu du même domaine.

Le camarade Zinoviev a dit dans son discours en séance plénière, et je l'ai dit aussi à la Commission : il y a des camarades qui cherchent, dans nos opinions

ou nos « déviations », des « raisons d'Etat ». Ce ne sont pas nos fautes, comme communistes; ce sont nos intérêts, comme hommes d'Etat russes, qui nous poussent à recourir à telle tactique. Et c'est précisément l'accusation voilée de Victor Méric.

### Des critiques, non des insinuations

Il faut se souvenir de nos débats du 3<sup>e</sup> Congrès. On a rappelé alors qu'en Allemagne les événements de mars étaient interprétés par la droite, et surtout par les laquais de la droite, comme une suggestion de Moscou pour sauver la situation compromise des Soviets. Or, au 3<sup>e</sup> Congrès, quand on a condamné certaines méthodes employées pendant ce mouvement, c'est l'extrême gauche (K. A. P. D.) qui a dit que le gouvernement des Soviets est contre ce mouvement révolutionnaire et qu'il veut ajourner la révolution mondiale pour un temps, afin de pouvoir faire des affaires avec la bourgeoisie d'Occident.

Maintenant, on répète la même chose à propos du front unique.

Camarades, l'intérêt de la République des Soviets ne peut être autre que l'intérêt du mouvement révolutionnaire mondial. Si cette tactique est nuisible pour vous, nos frères français, ou pour vous, nos frères italiens, elle est tout à fait nuisible pour nous. Et si vous croyez que nous sommes tellement absorbés ou hypnotisés par notre situation d'hommes d'Etat, que nous ne pouvons plus comprendre les nécessités du mouvement ouvrier, alors, il faut introduire dans les statuts de l'Internationale un paragraphe qui dise que le Parti qui en est arrivé dans la situation « pitoyable » de conquérir le pouvoir, doit être exclu de l'Internationale ouvrière. (*Rires.*)

A ce sujet, je voudrais bien qu'au lieu de pareilles accusations, non pas d'accusations formelles, mais d'insinuations qui vont tout à fait de pair avec les éloges plus ou moins officiels et rituels de la Révolution russe, on nous critique un peu plus. Si le Comité

Directeur du Parti français envoyait une lettre disant : « Vous faites maintenant une nouvelle politique économique; prenez garde! casse-cou! parce que vous êtes allés trop loin dans le domaine des relations capitalistes. » Ou si la délégation française nous disait : « Nous avons vu la revue militaire; vous avez trop copié les anciennes méthodes militaires : cela peut influencer fâcheusement les jeunesses ouvrières. » Ou, par exemple, si vous disiez : « Votre diplomatie est trop « diplomatique »; elle donne des interviews, des notes qui peuvent nous être nuisibles en France. » En somme, si vous nous critiquiez ouvertement, mettant les points sur les i, voilà les vraies relations que nous désirons voir s'établir entre nous. Mais pas cette manière détestable qui procède par allusions. Tout cela est entre parenthèses.

### L'argument sentimental

Chez Victor Méric, après l'argument de politique internationale, il y a l'argument d'ordre sentimental :

« Tout de même, ce 15 janvier prochain, quand nous évoquerons les deux martyrs, il ne fera pas bon de venir nous parler d'unité de front avec les amis des Scheidemann, des Noske, des Ebert et autres assassins des socialistes et des travailleurs. » (*L'Internationale*, 8 janvier 1922.)

Naturellement, c'est un argument qui peut très bien influencer des travailleurs très simples, ayant un sentiment révolutionnaire, mais sans éducation politique suffisante, sans éducation révolutionnaire suffisante. Le camarade Zinoviev en fait mention dans son discours. Et le camarade Thalheimer a dit : « Camarades, si l'on a des raisons sentimentales pour ne pas s'asseoir à la même table avec des hommes de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale Deux et demi, ces raisons sont valables, surtout pour nous, Allemands. Mais comment se fait-il qu'un communiste français fasse une affirmation qui signifie que les communistes allemands n'ont pas ce sentiment révolutionnaire, cette haine

contre les traîtres et les assassins de la II<sup>e</sup> Internationale? »

Je crois que leur haine n'est pas moindre que la haine littéraire, journalistique de Victor Méric. Mais, pour eux, la tactique du front unique, c'est une action politique, et non pas le rapprochement moral avec les chefs social-démocrates. Le troisième argument est le suivant, et il est plus ou moins décisif. Nous le trouvons dans un article du même auteur :

« La Fédération de la Seine vient de prendre une décision sur ces graves questions : elle repousse, à une forte majorité, le front unique. Cela signifie simplement qu'à un an de distance elle entend ne pas se déjuger. Cela veut dire qu'après avoir consenti à cette opération douloureuse que fut la scission de Tours, elle se défend de vouloir tout remettre en cause, se refuse à en appeler aux hommes dont nous nous sommes séparés. » (*L'Internationale*, 22 janvier 1922.)

Voilà comme on présente le front unique. C'est le retour à la situation d'avant Tours. Et Fabre, l'hospitalier Fabre, déclare qu'il est tout à fait d'accord avec la tactique du front unique, avec une seule remarque — et moi je n'ai aucune remarque à faire :

« Pourquoi avoir démolì, à coups de pistolet, l'unité socialiste et ouvrière? »

Alors, c'est tout à fait entendu. Par cette manière de représenter la question, si front unique cela veut dire le retour à la situation d'avant Tours, c'est un concours, la trêve, l'union sacrée avec les dissidents, les réformistes. Après avoir constaté ce fait, bien important, on discute sur la tactique à suivre : ou accepter ou rejeter. Alors, Méric dit : « Je rejette, avec la Fédération de la Seine. » Et Fabre dit : « Non, j'accepte, j'accepte. »

Camarades, même chez Frossard, qui est naturellement un homme politique d'une grande valeur, que nous connaissons tous et qui ne prend pas les choses seulement du côté plaisant, chez lui nous ne trouvons pas des arguments plus solides. Non, c'est toujours l'idée du rapprochement avec les dissidents et pas

la question de l'unité de front. Or, je vous le demande, est-ce que cette question existe en France ou non?

Le Parti Communiste français a 130.000 membres; le Parti des dissidents a un effectif très faible, et j'attire votre attention sur ce fait que les camarades français ont nommé les réformistes les « dissidents ». Pourquoi? Pour les dénoncer devant le prolétariat comme briseurs du front unique. Les dissidents, c'est-à-dire les social-traitres, — comme la C. G. T. révolutionnaire s'appelle unitaire pour démontrer qu'un de ses buts, son but principal, est d'assurer au prolétariat l'unité d'action.

### Notre faiblesse

Or, je pourrais dire aussi que vos méthodes et vos actions sont supérieures aux arguments que vous avez employés contre la tactique définie par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Donc, le Parti a 130.000 membres et les dissidents en ont 30.000, 40.000 ou 50.000. N'importe...

INTERRUPTIONS — 15.000! Oui, chez les dissidents, les chiffres ne sont pas toujours exacts! C'est très difficile de les connaître.

TROTSKY. — C'est une minorité, mais une minorité pas tout à fait négligeable.

Puis, il y a les syndicats. Les syndicats, ils ont eu, il y a des années, deux millions de membres. Ils l'ont affirmé — la statistique des syndicats français est au-dessus de leur élan révolutionnaire — et maintenant il y a — je puise ces chiffres dans le discours du camarade Renoult — 300.000 adhérents à la C. G. T. unitaire. L'ensemble des syndiqués était de 500.000 avant la scission.

Or, la classe prolétarienne se compte par millions. Le Parti a 130.000 membres.

Les syndicats révolutionnaires en ont 300.000.

Les syndicats réformistes en ont peut-être bien un peu plus ou un peu moins de 200.000.

Les dissidents sont 15.000.

Voilà la situation.

Naturellement, le Parti a une situation très favorable, parce que c'est l'organisation politique prépondérante, mais pas tout à fait dominante. Que représente le Parti français, maintenant? Le Parti français, c'est le résultat, la cristallisation de cette grande poussée révolutionnaire du prolétariat qui a surgi de la guerre, grâce à l'action courageuse des camarades qui étaient en tête du mouvement à cette époque. Ils ont utilisé cet élan, cette poussée de la masse, ce sentiment plutôt sommaire, mais révolutionnaire, primitivement révolutionnaire; ils l'ont utilisé pour transformer l'ancien Parti et pour en faire un Parti Communiste.

Après cela, la révolution n'est pas venue. La masse, qui avait le sentiment que la révolution allait se déclancher aujourd'hui ou demain, voit qu'elle n'éclate pas. Alors, comme conséquence, il y a un certain reflux, et ce qui reste au Parti, c'est l'élite prolétarienne. Mais la grande masse, elle, éprouve un sentiment de retraite psychologique et un reflux. Cela se matérialise par la sortie en masse des syndicats. Les syndicats perdent leurs membres. Ils avaient des millions qu'ils n'ont plus, des hommes et des femmes qui sont entrés pour quelques semaines, pour quelques mois, et qui sont sortis. La grande masse prolétarienne garde en elle, naturellement, cet idéal de la révolution, mais cet idéal est devenu quelque chose de plus vague, de moins réalisable. Le Parti Communiste subsiste avec sa doctrine et sa tactique. Il y a un petit groupement dissident qui a perdu, pendant cette époque tumultueuse de la Révolution, toute autorité. Mais supposons que cette situation transitoire tienne encore une année, deux années, trois années; admettons-le. Nous ne le voulons pas; mais, pour nous représenter la situation, supposons qu'il y ait une action générale en France. Comment vont se grouper les ouvriers? Or, les ouvriers français, comment feront-ils? Si nous prenons le Parti Communiste et le Parti des dissidents, les relations sont de 4 à 1 et, dans la classe ouvrière, les senti-

ments pour la révolution, les sentiments vagues, sont peut-être de 99 à 1.

Mais voilà, la situation traîne sans se stabiliser, et l'époque des nouvelles élections arrive. Que va penser l'ouvrier français? Il se dit que le Parti Communiste c'est peut-être un bon Parti, que les communistes sont de bons révolutionnaires; mais, maintenant, il n'y a pas de révolution, il s'agit d'élections; c'est Poincaré, c'est le dernier grand effort du nationalisme revanchard, de la paix dangereuse, c'est le dernier sursaut de la lampe qui va s'éteindre.

### **Bloc des Gauches et Front unique**

Et après cela, que reste-t-il à la bourgeoisie? Le bloc des gauches. Mais pour que cette combinaison politique réussisse, il faut avoir un instrument au sein même de la classe ouvrière. Cet instrument, c'est le Parti des dissidents.

De notre côté, nous avons un excellent terrain pour notre propagande, que nous menons avec *l'Humanité*, avec toute notre presse, avec tous nos organes.

Mais il y a d'autres moyens et nous essayons encore d'émouvoir les grandes masses par des meetings, par les discours excellents de nos amis français, qui, vous le savez, ne manquent pas d'éloquence. Les élections viennent. Une grande masse des ouvriers français raisonnera alors vraisemblablement ainsi : « Oui, le Parlement du Bloc des gauches est tout de même préférable au Parlement de Poincaré, du Bloc national. » Et ce sera le moment pour les dissidents de jouer un rôle politique. Ils ne sont pas nombreux dans l'organisation politique. C'est juste. Mais les réformistes, surtout en France, n'ont pas besoin d'avoir une grande organisation. Ils ont des journaux qui ne sont pas très lus, c'est juste, parce que la masse la plus passive, la plus désillusionnée du prolétariat ne lit pas; elle est désenchantée, elle attend les événements; elle flaire ce qui est dans l'air sans lire.

Ce sont les ouvriers qui sont tout à fait acquis à la

révolution qui veulent lire. Or, le petit instrument de la bourgeoisie, cette organisation des dissidents, peut, dans cette atmosphère, prendre une grande importance politique. Et notre tâche est alors de compromettre par avance l'idée du bloc des gauches dans le prolétariat français. C'est là une question très importante pour le Parti français. Je ne dis pas que ce bloc des gauches serait un malheur pour nous. Pour nous aussi ce serait un avantage, mais à condition que le prolétariat n'y collabore pas.

Et si vous, dans ces conditions, sans préciser davantage les méthodes, la manière de la lettre ouverte ou fermée qu'il faut envoyer au Comité Directeur, s'il existe, des dissidents; si, sans préciser les formes, vous les provoquez, si vous démasquez cette alliée de la bourgeoisie qui attend, qui ne veut pas trop se compromettre maintenant, qui attend dans l'asile de ses rédactions, de ses clubs parlementaires, vous aurez remporté un grand avantage, car, au moment des élections, ces groupements dissidents deviendront très actifs, ils feront aux ouvriers toutes sortes de promesses. Et nous avons le plus grand intérêt à les tirer de leur chambre, de leur retraite et à les mettre devant le prolétariat, sur la base de l'action des masses. Voilà la question. Il ne s'agit pas du tout d'un rapprochement avec Longuet. Et vraiment, camarades, c'est un peu drôle, n'est-ce pas?

Nous avons longuement discuté, il y a quinze ou seize mois, avec les camarades français; nous leur avons démontré qu'il fallait exclure même Jean Longuet. Et les camarades qui, à cette époque, restaient hésitants devant les vingt et une conditions, nous disent aujourd'hui : « Vous nous imposez un rapprochement avec Jean Longuet! » Je comprends très bien qu'un ouvrier parisien, après avoir lu l'article de Victor Méric, en reçoive une idée tellement folle. Il faut tranquillement lui expliquer son erreur, lui montrer qu'il ne s'agit pas de cela, qu'il s'agit avant tout de ne pas laisser les dissidents tranquillement dans leur asile préparer une nouvelle trahison, qu'il faut les prendre

par le collet et les mettre, par la violence, sous la pression populaire devant le prolétariat et les obliger, ces messieurs, à répondre aux questions précises que nous posons.

Quand nous voyons Terracini dire que nous avons d'autres méthodes d'action, que nous sommes pour la révolution et qu'ils sont contre la révolution, nous sommes tout à fait d'accord avec Terracini.

### **Le pourquoi du front unique**

Mais si cela était clair pour tous les ouvriers, il n'y aurait pas de place pour la question du front unique. Naturellement, nous sommes pour la révolution, et eux sont contre; mais le prolétariat n'a pas compris cette différence; il faut la lui démontrer.

Le camarade Terracini répond : « Mais nous le faisons, il y a des noyaux communistes dans les syndicats. Les syndicats ont une très grande importance, nous le démontrons par la propagande. »

La propagande ne sera pas interdite par cette conférence : la propagande est toujours excellente, c'est la base de tout; mais il s'agit de la combiner et de l'adapter aux conditions nouvelles et à l'importance du Parti comme organisation.

Voici un petit incident qui est très intéressant. Le camarade Terracini dit :

« Lorsque nous avons lancé notre appel pour une action générale du prolétariat, nous avons conquis la majorité dans les organisations par notre propagande. »

...La majorité — et ensuite la main délicate de l'auteur a fait la correction : « presque majorité ». Encore un point où nous sommes d'accord. Mais « presque la majorité », cela veut dire en français, je crois, la minorité, et en russe cela veut dire tout à fait la minorité.

Camarades, même la majorité n'est pas la totalité.

« Nous avons la majorité : nous avons avec nous les 4/7<sup>e</sup> du prolétariat. »

Mais 4/7° du prolétariat, ce n'est pas la totalité, et les 3/7° qui restent peuvent très bien saboter une action de masse. Et la presque majorité, c'est seulement 3/7° de la classe ouvrière. Alors, grâce à la propagande, nous avons 3/7°, mais il faut encore gagner 4/7°. Ce n'est pas une chose très facile, camarade Terracini, et si l'on croit qu'en répétant les mêmes méthodes qu'on a employées pour gagner les 3/7°, on gagnera les quatre autres, on se trompe, parce qu'en tant que le Parti devient plus grand, ces méthodes doivent changer. Au commencement, quand le prolétariat voit ce petit groupe révolutionnaire intransigeant, qui dit : Au diable, les réformistes ! Au diable l'Etat bourgeois ! — il applaudit et dit : « Très bien ! » Mais quand il voit ces 3/7° de l'avant-garde organisés chez les communistes, qu'il n'y a pas grand changement dans le domaine des discussions, des meetings, alors il s'ennuie, le prolétariat, il s'ennuie et il faut de nouvelles méthodes pour lui démontrer qu'étant donné que nous sommes un grand parti, nous pouvons participer à la lutte immédiate.

Et, pour démontrer cela, il faut l'action d'ensemble du prolétariat ; il faut l'assurer et ne pas en laisser aux autres l'initiative.

Quand les ouvriers disent : Peu nous importe votre révolution de demain ! Nous voulons aujourd'hui faire la bataille pour garder nos huit heures de travail ! Alors, c'est nous qui devons prendre l'initiative de l'union dans la bataille d'aujourd'hui.

### Sur le terrain syndical

Le camarade Terracini dit : « Il ne faut pas porter grande attention aux socialistes. Rien à faire avec eux. Mais il faut faire attention aux syndicats. » Et il ajoute : « Cela n'est pas nouveau. Déjà au 2° Congrès de l'Internationale Communiste, on a dit, peut-être inconsciemment : la scission dans les partis politiques, mais l'unité dans les syndicats. » Je ne comprends pas du tout. J'ai souligné ce passage de son discours

au crayon rouge, puis au crayon bleu pour exprimer mon étonnement. Nous avons dit au 2<sup>e</sup> Congrès, peut-être inconsciemment...

TERRACINI. — C'était dans la polémique avec Zinoviev... C'est de l'ironie; vous n'étiez pas dans la salle quand j'ai parlé.

TROTSKY. — ...Mettons cela de côté et nous l'enverrons dans une enveloppe à Victor Méric. L'ironie, c'est son monopole.

INTERRUPTIONS. — On en fait en Italie aussi, vous le voyez... Et même à Moscou...

TROTSKY. — Malheureusement, puisque cela m'a induit en erreur. Ne pas faire la scission dans les syndicats? Qu'est-ce que cela veut dire? La chose la plus dangereuse du discours du camarade Renoult, que j'ai lu avec grand intérêt, et où j'ai trouvé des choses très instructives pour comprendre l'état d'esprit du Parti Communiste français, c'est son affirmation que, dans ce moment-ci, nous n'avons rien à faire non seulement avec les dissidents du Parti, mais aussi avec la C. G. T. réformiste. Voilà qui donne un appui inattendu aux anarchistes les plus maladroits, je me permets de le dire, de la C. G. T. Unitaire. Vous avez précisément, dans le mouvement syndical, appliqué la théorie du front unique; vous l'avez appliquée avec succès, et si vous avez maintenant 300.000 adhérents en comparaison avec les 200.000 de Jouhaux, c'est, j'en suis sûr, pour une moitié grâce à la tactique du front unique. parce que, dans le mouvement syndical, où il s'agit d'englober les prolétaires de toutes les opinions, de toutes les tendances, il y a la possibilité de lutter pour les intérêts immédiats. Alors, si nous voulons faire la scission dans les syndicats, selon les tendances, ce sera le suicide.

Nous avons dit : Non, ce terrain est pour nous. En tant que nous sommes indépendants comme communistes, nous avons toute possibilité de manœuvrer, de dire ouvertement ce que nous pensons, de critiquer les autres; nous entrons dans les syndicats avec cette con-

ception et nous sommes sûrs que la majorité sera pour nous dans un délai déterminé.

Jouhaux a vu que le terrain lui échappe. Notre pronostic était tout à fait juste. Il faut l'unité de l'action. C'était notre tactique. Vous l'avez expliqué vous-mêmes en disant : « Quand Jouhaux a commencé sa manœuvre de scission, les révolutionnaires l'ont dénoncé devant la masse comme le destructeur de l'unité syndicale. Naturellement, c'est le sens de la théorie de l'unité de front. En luttant contre les réformistes, les dissidents, comme vous les avez nommés, les syndicalistes-réformistes et patriotards, etc., il faut rejeter sur eux la responsabilité de la scission, il faut les pousser toujours, les obliger à se prononcer toujours sur la possibilité d'une action de lutte de classes, il faut les mettre dans l'obligation de dire ouvertement : « Non » devant la classe ouvrière. Et si la situation est favorable pour un mouvement dans la classe ouvrière, il faut les pousser en avant. Aujourd'hui, nous avons une situation; dans deux ans, nous aurons peut-être la révolution. Dans l'intervalle, nous aurons un mouvement toujours plus large de la classe ouvrière. Est-ce que vous croyez que les Jouhaux et les Merrheim resteront comme ils sont? Non, ils feront toujours la tentative; ils feront un pas, deux pas en avant et, puisqu'il y aura des ouvriers qui n'auront pas voulu les suivre, il y aura dans leur milieu une nouvelle scission. Nous en profiterons. C'est une tactique, naturellement, une tactique de mouvement, une tactique bien flexible, mais en même temps tout à fait énergique, parce que la direction reste. Et si vous croyez, comme le camarade Terracini, que lorsque de grands événements viendront, l'unité d'action se réalisera d'elle-même, nous ne l'empêcherons pas. Mais, à l'heure actuelle, il n'y a pas de grands événements, et il n'y a pas de raisons pour des propositions sur le front unique...

TERRACINI. — Je n'ai jamais dit cela.

TROTSKY. — Il se peut que je me trompe, ce n'est

peut-être pas vous qui l'avez dit; mais cet argument a été apporté ici, car je l'ai vu dans les sténogrammes. On dit : si les événements se développent... Mais s'il n'y a pas de grands événements? Or, j'affirme, je crois que c'est un axiome, qu'un des obstacles aux grands événements, un des obstacles psychologiques pour le prolétariat, c'est le fait qu'il existe beaucoup d'organisations politiques et syndicales et qu'il n'en comprend pas la raison : il ne voit pas comment il pourrait réaliser son action. Cet obstacle psychologique a une grande importance, négative naturellement; c'est le résultat d'une situation qui n'a pas été créée par nous, mais nous devons donner au prolétariat la possibilité de comprendre cette situation. Nous proposons à une organisation telle ou telle action immédiate; c'est tout à fait dans la logique des choses. Et j'affirme que si la C. G. T. unitaire adopte la tactique de négliger la C. G. T. jouhautiste, ce sera la plus grande faute qu'on puisse actuellement commettre en France. Et si le Parti commet cette faute, il sera écrasé sous son poids, parce que 300.000 ouvriers révolutionnaires dans les syndicats — mais, camarades, c'est un minimum — 300.000 ouvriers, c'est presque votre Parti, un peu doublé par des éléments divers, c'est tout. Où est le prolétariat français? Vous me direz : « Mais il n'est pas non plus avec Jouhaux! » Ah! c'est juste. Mais je dis que les ouvriers qui ne sont pas dans les organisations, les ouvriers plus désenchantés ou plus paresseux mentalement, peuvent bien être entraînés par nous au moment d'une crise révolutionnaire aiguë; mais, dans une époque traînante, ils seront plutôt l'appui de Jouhaux, parce que, qu'est-ce qu'il représente, Jouhaux? La paresse de la classe ouvrière. Voilà ce qu'il représente. Et le fait que vous n'avez que 300.000 ouvriers démontre qu'il reste encore passablement de cette paresse dans la classe ouvrière française.

Il y a encore un autre danger. Si la C. G. T. unitaire tourne simplement le dos à la Confédération réformiste et si elle essaie de conquérir les masses

par la propagande révolutionnaire, elle pourra commettre des fautes comme la minorité révolutionnaire en a déjà commises. Vous savez très bien que le mouvement syndical, les actions syndicales, ce sont des choses très difficiles à manœuvrer; il faut toujours songer aux grandes réserves des masses arriérées, qui sont représentées par Jouhaux, et si nous négligeons Jouhaux, cela veut dire que nous négligeons les masses d'ouvriers arriérés.

### Question posée :

#### La rencontre des trois Internationales

Voilà comment la question se présente à mes yeux :

Il y a une question urgente : la question de la Conférence des trois Internationales. Camarades, on dit : « Nous ne sommes pas préparés à cette idée de collaboration internationale avec ceux que nous avons dénoncés, avec ceux de la 2 et de la 2 1/2. »

Oui, il faudrait bien préparer les esprits pour un événement d'une telle ampleur. C'est juste. Cette question a provoqué une vive agitation. Mais quelle en est la cause? C'est la soi-disant Conférence de Gênes qui est venue, elle aussi, bien inopinément. Lorsque nous avons reçu cette invitation personnelle pour le camarade Lénine, c'était tout à fait inattendu. Et si cette Conférence est vraiment convoquée, si elle a lieu, la Conférence de Gênes ou de Rome, alors, elle fixera plus ou moins le destin du monde, autant que la bourgeoisie peut le faire. Et on sentira, dans le prolétariat, la nécessité de faire quelque chose. Naturellement, nous, communistes, nous ferons toute l'action possible, par la propagande, par des meetings, par des démonstrations; mais il y a, non seulement chez les communistes, mais aussi chez les ouvriers, dans la classe ouvrière tout entière, en Allemagne, en France, partout, il y a le sentiment, vague peut-être, de l'obligation, de la nécessité de faire quelque chose pour orienter un peu les travaux de cette Conférence selon les intérêts du prolétariat.

Or, l'Internationale 2 1/2 prend l'initiative d'une conférence et nous invite à y venir. Il faut se prononcer : Oui ou non. Si nous disons : Vous êtes des traîtres — cela a déjà été enregistré et beaucoup de fois répété, et c'est toujours juste. Eh bien, ils nous disent : « Nous, ceux de la 2<sup>e</sup> et de la 2 1/2, nous voulons maintenant exercer une pression sur la conférence diplomatique bourgeoise par la voix du prolétariat mondial; nous vous invitons, vous, communistes. » Et nous, nous répondons : « Puisque vous êtes des traîtres, des canailles (on veillera à ce que ce mot soit rayé dans les sténogrammes), nous n'y allons pas. » Naturellement, notre auditoire communiste sera tout à fait persuadé — parce qu'il est déjà persuadé. Nous n'avons donc pas besoin de le persuader à nouveau. Mais les autres, les adhérents de l'Internationale 2 et 2 1/2, est-ce qu'il y a des ouvriers parmi eux? C'est la seule question qui ait une importance. Si vous dites : « Non, les mencheviks ont perdu toute influence partout », alors, je ne me soucie pas de la conférence des Internationales 2 et 2 1/2, mais dites-le. Non, les ouvriers qui soutiennent l'Internationale 2 et 2 1/2 sont malheureusement plus nombreux que les ouvriers qui soutiennent la 3<sup>e</sup> Internationale.

### Que faire ?

Le seul fait qu'il faut retenir, c'est que Friedrich Adler a dit, s'adressant à nous : « Nous vous invitons à participer à une conférence qui se propose de faire pression sur la bourgeoisie, sur sa diplomatie. » Ils invitent également les ouvriers du monde entier. Si nous nous bornons, pour toute réponse, à répéter : « Vous êtes des social-traîtres », ce sera une réponse maladroite. Et les Scheidemann, les Friedrich Adler et tous les autres s'adresseront à la classe ouvrière et ils diront : « Voilà : les communistes prétendent que nous sommes des traîtres; mais, au moment où nous nous adressons à eux et où nous les invitons à collaborer avec nous pour un court délai et un objet précis,

ils refusent. » Alors, vous savez, je réserve cette dénomination de traîtres et de canailles pour l'instant après et même pendant la conférence. — Mais ce n'est pas maintenant, ce n'est pas dans la lettre de réponse que nous pouvons dire : Nous refusons parce que vous êtes des canailles et des traîtres. Est-ce que cette conférence est tout à fait assurée? Je l'ignore. Il y a des camarades qui sont plus optimistes à ce sujet, il y en a d'autres qui le sont moins. Mais si la conférence n'aboutit pas, c'est parce que les scheidemanniens ne le voudront pas. Alors, nous tirerons la leçon de l'événement : « Voilà, camarades, dirons-nous, vos 2 et 2 1/2; ils sont impuissants à faire ce qu'ils nous ont proposé. » Et, non seulement, nous, communistes, nous serons applaudis par nos camarades, mais aussi une partie des scheidemanniens aura prêté l'oreille et dira : Il y a quelque chose; on a proposé un accord, mais les social-démocrates allemands n'ont pas voulu. Et alors, la lutte entre nous et les scheidemanniens recommence. Nous l'aménons sur un terrain plus large et plus favorable pour nous.

Je ne sais, camarades, si l'on peut ajourner la conférence; il est certain que cela ne dépend pas de notre désir. Pour préparer la mentalité ouvrière, cela serait très important. Mais, on nous propose cette conférence maintenant, avant la Conférence de Gênes, et nous devons répondre.

Et même si, dans la Fédération de la Seine, il y a un ouvrier qui s'écrie : « Mon parti veut se rencontrer avec Jouhaux. Non! Je déchire ma carte! » nous lui dirons : « Mon cher ami, tu es fâché, à présent; patiente un peu. » Et s'il fait claquer la porte, nous regretterons beaucoup son départ, mais ce sera sa faute. Et alors, dans quelques semaines, quand il lira les nouvelles de la Conférence de Berlin, quand il verra que Cachin et les délégués des autres partis communistes y participent, qu'ils y parlent et agissent en communistes; puis, qu'après la Conférence, la même lutte continue, mais que nos adversaires sont démasqués plus qu'avant la Conférence, alors, nous

l'aurons convaincu, lui et tous les autres communistes, et, en même temps, notre but sera atteint. C'est pourquoi je crois que la conférence doit répondre à l'unanimité, non pas par les appellations déjà rituelles sans y rien changer, mais répondre: Oui, nous sommes prêts, comme représentants des intérêts révolutionnaires du prolétariat mondial, à essayer devant cette tentative nouvelle des Internationales 2 et 2 1/2 de tromper encore une fois le prolétariat, à essayer de lui ouvrir les yeux sur la politique criminelle de ces deux Internationales.

---

## APPENDICE

---

### I

#### **Résolution sur le front unique adoptée, après discussion des thèses de l'Exécutif**

Après la discussion qui a supprimé les malentendus et qui a montré que la tactique du front unique, telle qu'elle est proposée par l'Exécutif, ne signifie aucunement un affaiblissement de l'opposition au réformisme, mais une continuation et un développement de la tactique suivie par le troisième congrès et par les sections nationales, l'Exécutif élargi confirme les thèses du mois de décembre sur le front unique. Il charge le presidium d'arrêter en collaborant ensemble avec les délégations de toutes les sections les plus importantes, quelles sont les mesures pratiques immédiates qui devront être prises de suite dans les pays respectifs pour l'exécution de la tactique déterminée, laquelle, cela va sans dire, doit être adaptée à la situation de chaque pays.

### II

#### **Déclaration de la minorité lue par Marcel Cachin au nom des délégations française, italienne et espagnole**

Camarades,

Nous avons rempli le mandat dont nous étions chargés. Nous avons dit nos raisons et défendu jusqu'au vote nos résolutions. Il nous apparaît que les réformistes de tous les pays s'éloignent chaque jour davantage de la classe ouvrière, qu'ils affirment une politique contraire à la défense quotidienne et au salut du prolétariat.

Nous ne doutons pas qu'ils ne se rencontrent en toutes

circonstances les adversaires et les saboteurs du véritable front unique des masses laborieuses.

L'Exécutif est d'accord avec nous à ce sujet, bien qu'il n'ait pas admis tout notre point de vue.

Nous nous inclinons devant la majorité qui vient d'accepter la tactique proposée par lui.

Nous vous demandons de considérer avec une grande attention la signification du vote. Trois pays se sont trouvés d'accord pour élever leurs réserves communes. Nous constatons d'ailleurs avec satisfaction que, par des déclarations réitérées, l'Exécutif élargi s'est engagé à tenir le plus grand compte de cette situation pour la mise en pratique de ses décisions.

Quant à nous, camarades, vous pouvez être assurés que, dans cette occasion comme en toute autre, nous demeurerons disciplinés et fidèles aux résolutions de la 3<sup>e</sup> Internationale. Les débats qui s'achèvent aujourd'hui ont montré qu'elle reste plus que jamais l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire mondial.

### III

## Participation de l'I. C. à la Conférence Internationale de toutes les organisations ouvrières <sup>(1)</sup>

L'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste ayant pris connaissance de la proposition de l'Union Viennoise des Partis Socialistes se prononce pour la participation des partis de l'Internationale Communiste à la Conférence projetée.

L'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste propose, pour sa part, de faire participer à la Conférence également toutes les confédérations et associations syndicales, tant nationales qu'internationales : l'Internationale syndicale rouge, l'Internationale syndicale d'Amsterdam, la C. G. T. unitaire française, l'Union syndicale italienne, la Fédération of Labour d'Amérique et d'autres associations syndicales autonomes. L'Internationale Communiste croit en outre nécessaire d'inviter à la Conférence les principales organisations syndicalistes anarchistes, les I. W. W., les Shop Stewards, les Conseils d'usines,

---

(1) Cette conférence s'est tenue à Berlin, du 2 au 6 avril.

etc. La Conférence internationale doit devenir une représentation effective et universelle de toutes les organisations ouvrières du monde. La Conférence mondiale des organisations ouvrières doit se poser une seule grande tâche : l'organisation de la lutte défensive de la classe ouvrière contre le capital international.

Les capitalistes du monde entier sont passés à une offensive systématique contre la classe ouvrière. Partout les salaires sont réduits, le temps du travail allongé, la misère des chômeurs croît, les impôts et le renchérissement augmentent.

L'impérialisme mondial met à profit les divisions dans le sein de la classe ouvrière et essaie de mettre sur les épaules de la classe ouvrière le poids des conséquences financières et économiques de la boucherie mondiale.

La politique impérialiste, continuée après la guerre, et qui trouve son expression la plus frappante dans le traité de Versailles, divisa le monde en de nouveaux camps rivaux, elle conduit à de nouvelles tentatives d'alliances impérialistes qui, fatalement, doivent engendrer de nouvelles guerres. Washington et Gênes sont des étapes de cette nouvelle expédition de pillage de l'impérialisme mondial, des ateliers où se forgent les guerres futures.

Même les chefs de l'Union internationale des ouvriers du Transport (affiliés à Amsterdam) et récemment aussi ceux de la Fédération internationale du métal (également affiliés à Amsterdam) dénoncent devant le prolétariat l'imminence de ce danger.

En face d'une telle situation, il est nécessaire que tous les ouvriers resserrent sans tarder leurs rangs pour la défense de leurs intérêts les plus élémentaires et primordiaux. Celui qui, dans ces conditions, repousse la formation de l'unité du front de tous les ouvriers, prouve par là même qu'il est partisan de l'unité de front des ouvriers avec la bourgeoisie.

L'Internationale Communiste propose de ne traiter à la Conférence internationale prochaine que les questions qui se rapportent à l'action pratique immédiate des masses ouvrières. L'ordre du jour de la Conférence internationale ne peut avoir qu'un seul objectif, celui d'assurer l'unité dans l'action des masses ouvrières telle qu'elle peut être immédiatement réalisée malgré les divergences essentielles d'ordre politique existantes.

Les ouvriers qui se rendent entièrement compte des motifs profonds de ces divergences exigent, néanmoins, avec

la grande majorité de la classe ouvrière, l'unité dans l'action pour la défense des intérêts urgents et vitaux du prolétariat. Cette volonté impérieuse qui jaillit des profondeurs des masses ouvrières se trouve en concordance complète avec l'attitude de l'Internationale Communiste,

L'Internationale Communiste maintient entièrement sa conception fondamentale des tâches de la classe ouvrière dans la période révolutionnaire actuelle. Elle proclame que, seuls, la dictature du prolétariat et le système soviétique peuvent faire sortir le monde de l'anarchie capitaliste. Mais elle sait également que le chemin conduisant à la bataille finale passe par la lutte des masses ouvrières unies contre les attaques de la classe capitaliste; et c'est pourquoi elle est prête à participer à une conférence internationale qui se mettrait au service des actions unies du prolétariat.

L'Internationale Communiste accepte l'ordre du jour de la Conférence proposé par l'Internationale de Vienne : lutte défensive contre l'offensive capitaliste et lutte contre la réaction, et propose de le compléter par les points suivants : 1° Préparation de la lutte contre les nouvelles guerres impérialistes (voir les résolutions des associations syndicales affiliées à Amsterdam); 2° l'action de secours pour la reconstitution de la vie économique dans la République des Soviets de Russie (voir le manifeste de l'Internationale d'Amsterdam, notamment celui relatif au secours aux affamés); 3° la reconstruction des régions dévastées et les traités impérialistes de Versailles.

L'Exécutif élargi est d'avis que, en présence de toute la situation mondiale, il est nécessaire que la Conférence internationale des organisations ouvrières se réunisse en même temps que la Conférence économique des gouvernements à Gênes, comme cela a déjà été suggéré, sur la proposition de Stauning, par le parti socialiste du Danemark appartenant à la 2<sup>e</sup> Internationale.

La marche des événements assure la victoire des idées communistes dans le sein du prolétariat du monde entier. Plus rapide sera le groupement des grandes masses de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts les plus élémentaires, plus proche sera la victoire du communisme.

---

# TABLE DES MATIÈRES

\*\*\*\*\*

<b>THÈSE PRÉPARATOIRE</b> .. .. .	3
I. — Considérations générales sur le front unique .. .. .	3
II. — Les groupements dans le mouvement ouvrier français .. .. .	10
III. — Mouvement syndical et front unique ..	12
IV. — La lutte politique et l'unité de front ..	16
V. — Les questions intérieures du Parti Communiste. .. .. .	21
VI. — Les tâches du Parti dans le mouvement syndical. .. .. .	24
<b>LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS</b> .. .. .	27
La scission. .. .. .	28
La crise. .. .. .	29
Une tendance de droite .. .. .	31
Nécessité de la violence .. .. .	33
Confusionnisme .. .. .	37
Attitude des délégués français .. .. .	38
Le sens d'une exclusion .. .. .	40
<b>LE FRONT UNIQUE.</b> .. .. .	46
Comment conquérir les masses ? .. ..	47
Actions immédiates .. .. .	49
Objections au front unique .. .. .	51
Des critiques, non des insinuations. ..	53
L'argument sentimental. .. .. .	54
Notre faiblesse .. .. .	56
Bloc des Gauches et front unique .. ..	58
Le pourquoi du front unique. .. .. .	60
Sur le terrain syndical. .. .. .	61
Question posée : la rencontre des trois internationales .. .. .	65
Que faire? .. .. .	66





ŒUVRES DE JEAN JAURÈS



ÉDITION DÉFINITIVE



# Histoire Socialiste de la Révolution Française

Édition revue par Albert MATHIEZ  
en 8 volumes in-octavo à 15 francs.

---

La *Librairie de l'Humanité* a voulu que cette nouvelle édition de l'œuvre maîtresse de Jean JAURÈS fût une édition *parfaite*. Elle a confié le soin d'en revoir les épreuves à Albert MATHIEZ, Professeur d'Histoire moderne à l'Université de Dijon, c'est dire qu'on n'y trouvera pas les erreurs typographiques qui déparaient la première édition. Imprimés sur beau papier satiné avec des caractères neufs, abondamment illustrés, d'une présentation impeccable, les huit volumes de l'*Histoire socialiste de la Révolution française*, malgré leur prix relativement modique, peuvent soutenir la comparaison avec nombre d'éditions dites « de luxe ».

---

Le monument qu'a élevé Jaurès à la Révolution française restera. Les histoires antérieures étaient toutes politiques. La sienne a présenté pour la première fois le tableau économique et social de la grande crise qui est au berceau du monde moderne. OO La bourgeoisie avait tenté de faire croire que la Révolution française n'avait été qu'une révolution politique. Le prolétariat saura maintenant qu'elle fut une révolution de la propriété, une révolution sociale. Albert MATHIEZ.

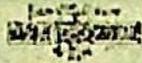
---

EDITIONS DE LA LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

oo

142, RUE MONTMARTRE, PARIS

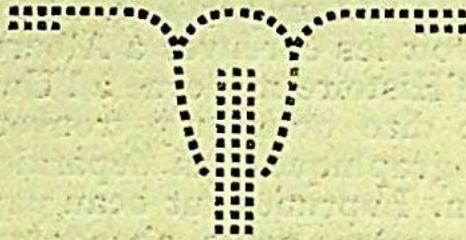
oo



51085

.....

LA COOTYPOGRAPHIE  
(SOCIÉTÉ OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE  
11, R. DE METZ, COURBEVOIE



# DERNIÈRES PUBLICATIONS

DE LA LIBRAIRIE DE « L'HUMANITÉ »

MARTHE BIGOT. — La Servitude des Femmes... ..	0.60
F. CHALLAYE. — Le Mouvement ouvrier au Japon	2.50
ERMENONVILLE. — Responsabilités (Éléments pour se faire soi-même une opinion)... ..	» 60
JEAN JAURÈS. — Bonaparte (avec une page auto- graphe et un portrait de Jaurès)... ..	1.25
A. KOLLONTAÏ. — L'Ouvrière et la Paysanne dans la République soviétique... ..	» 60
PAUL LAFARGUE. — Le Droit à la Paresse... ..	» 75
LENINE. — La Maladie infantile du Communisme	4. »
LENINE. — L'Etat et la Révolution... ..	4. »
— La Révolution prolétarienne... ..	4. »
KARL MARX. — Adresse inaugurale de l'Association internationale des Travailleurs... ..	1. »
KARL MARX et FRIEDRICH ENGELS. — Manifeste du Parti communiste... ..	0.75
MATHIEZ. — La Question sociale et la Révolution française... ..	1. »
P. PASCAL. — En Russie Rouge... ..	2. »
PAUL-LOUIS. — Histoire du Parti Socialiste en France... ..	2. »
ALFRED PEVET. — Les Responsables de la Guerre (1 vol. in-8°, 520 pages)... ..	15. »
A. RANSOME. — Six semaines en Russie Rouge	4. »
ROMAIN ROLLAND. — Les Précurseurs... ..	4.50
CH. RAPPÖPORT. — Précis du Communisme... ..	» 30
L. TROTSKY. — La Commune de Paris et la Russie des Soviets... ..	» 50
L. TROTSKY. — Entre l'Impérialisme et la Révo- lution... ..	4.50
L. TROTSKY. — Terrorisme et Communisme	7. »
— Nouvelle étape... ..	4. »
VAILLANT-COUTURIER. — Et Sadoul?... ..	» 40
H.-G. WELLS. — Cette Misère des Souliers... ..	» 30
XX... — Au Secours de la Russie affamée. Préface de Henri BARBUSSE... ..	1. »
CH. MASSART. — La Belgique Socialiste et Com- muniste (Préface d'Amédée DUNOIS)... ..	3. »